



Bulletin Officiel

Publié en application de l'article 31 de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994

N° 3278 — Mercredi 04 Février 2009

— 14^{ème} ANNEE — ISSN 0330-7174

SOMMAIRE

DECISION GENERALE DU CMF

قرار عام عدد 14 بتاريخ 29-01-2009 المتعلق بمحتوى تقرير المسؤول عن الرقابة لدى وسطاء البورصة 2

DECISION GENERALE DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER N° 14 DU 29-01-2009 RELATIVE AU CONTENU DU RAPPORT DU RESPONSABLE DU CONTRÔLE AUPRES DES INTERMÉDIAIRES EN BOURSE 3

AVIS DU CMF

APPROBATION DE CHANGEMENT DU TAUX D'INTERET D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE 4

AVIS DE SOCIETES

COMMUNIQUE

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE -STB- : APPROBATION DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER DU CHANGEMENT DU TAUX D'INTERET DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE « STB 2008-2 » 4

AUGMENTATION DE CAPITAL ANNONCEE

SOCIETE GENERALE INDUSTRIELLE DE FILTRATION - GIF FILTER SA - 5

AUGMENTATION DE CAPITAL

SOCIETE EL WIFACK LEASING 6-8

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

EMPRUNT OBLIGATAIRE « STB 2008/2 » 9-10

COURBE DES TAUX

11

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

12

ANNEXES

ANNEXE I

مثال تقرير المسؤول عن الرقابة

ANNEXE II

MODELE DU RAPPORT DU RESPONSABLE DU CONTRÔLE

ANNEXE III

SITUATION TRIMESTRIELLE ARRETEE AU 31/12/2008 :

- GENERALE OBLIGATAIRE SICAV
- TUNISO EMIRATIE SICAV
- SICAV BH PLACEMENTS

قرار

قرار عام عدد 14 لهيئة السوق المالية يتعلق بضبط محتوى تقرير المسؤول عن الرقابة لدى وسطاء البورصة

إنّ مجلس هيئة السوق المالية؛

بعد الإطلاع على القانون عدد 117 لسنة 1994 المؤرخ في 14 نوفمبر 1994 المتعلق بإعادة تنظيم السوق المالية كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 92 لسنة 1999 المؤرخ في 17 أوت 1999 المتعلق بأحكام ترمي إلى دفع السوق المالية والقانون عدد 96 لسنة 2005 المؤرخ في 18 أكتوبر 2005 المتعلق بتدعيم سلامة العلاقات المالية وخاصة الفصول 28 و 31 و 48 منه؛

وعلى الأمر عدد 2478 لسنة 1999 المؤرخ في غرة نوفمبر 1999 والمتعلق بضبط النظام الأساسي لوسطاء البورصة كما تمّ تنقيحه وإتمامه بالأمر عدد 1678 لسنة 2007 المؤرخ في 5 جويلية 2007 وخاصة الفصول 86 و 86 مكرّر و 86 ثالثا منه؛

يصدر القرار العام الآتي نصّه:

فصل وحيد:

- يجب أن يحتوي التقرير الذي يعدّه المسؤول عن الرقابة لدى وسيط البورصة والمنصوص عليه بالفصل 86 مكرّر من الأمر عدد 2478 لسنة 1999 المشار إليه أعلاه، على ما يلي:
- 1- تقديم عام لوسيط البورصة؛
 - 2 بيان وتقييم الوسائل والمعلومات الموضوعة على ذمة المسؤول عن الرقابة؛
 - 3 ملاحظات المسؤول عن الرقابة حول احترام وسيط البورصة ومسيريّه والأشخاص الذين هم تحت سلطته أو العاملين لحسابه، للأحكام القانونية والترتيبية؛
 - 4 بيان الإجراءات المتخذة أو المزمع اتخاذها من قبل الوسيط لتسوية الإخلالات والنقائص التي عاينها المسؤول عن الرقابة.

ويجب أن يقع إعداد التقرير وفقا للنموذج الوارد بملحق هذا القرار العام وتوجيهه إلى هيئة السوق المالية، على الورق وعلى حامل مغناطيسي، في أجل أقصاه شهر من نهاية كل سداسية.

تونس، في 29 جانفي 2009

التأشير

وزير المالية

محمد رشيد كشيش

رئيس هيئة السوق المالية

محمد رضا شلغوم

DECISION

Décision générale du Conseil du Marché Financier n° 14 relative au contenu du rapport du responsable du contrôle auprès des intermédiaires en bourse

Le Collège du Conseil du Marché Financier,

Vu la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi n° 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier et la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières et notamment ses articles 28, 31 et 48,

Vu le décret n° 99-2478 du 1er novembre 1999 portant statut des intermédiaires en bourse tel que modifié et complété par le décret n°2007-1678 du 5 juillet 2007 et notamment ses articles 86, 86 bis et 86 ter,

Décide :

Article unique :

Le rapport que le responsable du contrôle auprès de l'intermédiaire en bourse établit en application des dispositions de l'article 86 bis du décret n° 99-2478 sus-visé, doit comporter ce qui suit:

- 1- Une présentation générale de l'intermédiaire en bourse,
- 2- Une description et une évaluation des moyens et informations mis à la disposition du responsable de contrôle,
- 3- Les remarques du responsable du contrôle concernant le respect par l'intermédiaire en bourse, ses dirigeants et par les personnes placées sous son autorité ou agissant pour son compte, des dispositions légales et réglementaires,
- 4- Les mesures que l'intermédiaire en bourse a prises ou compte prendre pour régulariser les insuffisances et les irrégularités constatées par le responsable de contrôle.

Ce rapport doit être établi selon le modèle présenté en annexe de la présente décision générale et transmis au Conseil du Marché Financier, sur supports papier et magnétique, dans un délai maximum d'un mois de la fin de chaque semestre.

Fait à Tunis , le 29 janvier 2009

Visa

Le Ministre des Finances
Mohamed Rachid KECHICHE

Le Président du Conseil du Marché Financier
Mohamed Ridha CHALGHOU

AVIS DU CMF

APPROBATION DE CHANGEMENT

DU TAUX D'INTERET D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

Le Conseil du Marché Financier porte à la connaissance du public que la Société Tunisienne de Banque - STB - lui a soumis, en date du 3 février 2009, une demande d'approbation relative au changement du taux d'intérêt, de 6,85% à 6,5%, de l'emprunt obligataire " STB 2008-2 " objet de la note d'opération visée par le CMF en date du 20 janvier 2009 sous le n° 09-0639 et ce, suite à la confirmation de la tendance à la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

Par décision n°1 du 3 février 2009, le CMF a approuvé la demande de la STB.

2009 - AC - 52

AVIS DES SOCIETES

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB -

Siège social : Rue Hédi Nouria -1001 Tunis-

La Société Tunisienne de Banque -STB- porte à la connaissance du public qu'elle a obtenu l'approbation du Conseil du Marché Financier, par décision n°1 du 3 février 2009, pour changer le taux d'intérêt de l'emprunt obligataire «STB 2008-2» objet de la note d'opération visée par le CMF en date du 20 janvier 2009 sous le n° 09-0639 et ce, selon les conditions suivantes :

Taux d'intérêt initialement prévu : 6,85%

Nouveau taux d'intérêt : 6,5%.

La STB a procédé à ce changement suite à la confirmation de la tendance baissière des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

2009 - AS - 1047

AVIS DES SOCIETES

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE INDUSTRIELLE DE FILTRATION - GIF FILTER SA -

Siège social : GP1 Km 35 - 8030 GROMBALIA -

La société Générale Industrielle de Filtration (GIF FILTER SA) rappelle à ses actionnaires et le public que son Assemblée Générale Extraordinaire, réunie le 23 mai 2008, a décidé d'augmenter le capital social par incorporation des réserves pour le porter de **5 555 000 dinars à 6 666 000 dinars** à réaliser en deux tranches.

La première tranche a été réalisée par l'incorporation d'un montant de **555 500 dinars** portant ainsi le capital de 5 555 000 dinars à 6 110 500 dinars et la création de **555 500 actions nouvelles gratuites** de nominal 1 dinar chacune, qui ont été attribuées depuis le 3 juin 2008, à raison d'une (1) action nouvelle gratuite de jouissance 1^{er} janvier 2007 pour dix (10) actions anciennes.

La même assemblée a décidé de porter le capital social courant l'exercice 2009 de **6 110 500 dinars à 6 666 000 dinars** par l'incorporation d'une deuxième tranche d'un montant de **555 500 dinars** à prélever sur les réserves et la création de **555 500 actions nouvelles gratuites** de nominal 1 dinar chacune. L'assemblée a également donné pouvoir au conseil d'administration pour fixer la date de jouissance des actions nouvelles gratuites à attribuer.

En application de cette décision, le Conseil d'Administration réuni le 29 janvier 2009 a décidé de réaliser cette deuxième tranche dans les conditions suivantes :

Le capital social sera porté de **6 110 500 dinars à 6 666 000 dinars** par l'incorporation de **555 500 dinars** à prélever sur les réserves et l'émission de **555 500 actions nouvelles gratuites** de nominal 1 dinar chacune à attribuer aux anciens actionnaires et aux cessionnaires de droits d'attribution en bourse à partir du **16 février 2009** à raison d'une (1) action nouvelle gratuite pour **onze (11) actions anciennes**.

Les actionnaires pourront exercer leurs droits en bénéficiant gratuitement d'actions nouvelles conformément à la parité d'attribution ci-dessus définie ou encore en cédant leurs droits d'attribution en bourse.

Jouissances des actions nouvelles gratuites :

Les actions nouvelles gratuites porteront jouissance en dividendes à partir du **1^{er} janvier 2008**.

Cotation en bourse :

Les actions anciennes GIF FILTER SA seront négociables en bourse, droit d'attribution détaché, à partir du **16 février 2009**.

Les actions nouvelles gratuites seront négociables en bourse à partir du **16 février 2009**, au même titre que les actions anciennes et bénéficient du paiement des dividendes relatifs à l'exercice 2008 et seront assimilées aux anciennes actions dès leur création.

Les droits d'attribution seront négociables en bourse à partir du **16 février 2009**.

Prise en charge par la STICODEVAM :

Les actions nouvelles gratuites et les droits d'attribution seront pris en charge par la STICODEVAM à partir du **16 février 2009**.

AUGMENTATION DE CAPITAL

AVIS DES SOCIETES (suite)

VISAS DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.**

EL WIFACK LEASING

Avenue Habib Bourguiba – 4100 Médenine – BP 356.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société EL WIFACK LEASING, réunie le **07 octobre 2008**, a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de 5 MD pour le porter de 10 MD à 15 MD par l'émission de 1.000.000 actions de 5 dinars de nominal à souscrire en numéraire au prix d'émission de 6,5 dinars soit moyennant une prime d'émission de 1,5 dinar, et ce à raison d'une action nouvelle pour deux actions anciennes. Par ailleurs, ladite assemblée a délégué au niveau de sa troisième résolution tous les pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de réaliser l'augmentation de capital, d'en fixer les modalités et d'en constater la réalisation. Dans le cadre de cette délégation, le conseil d'administration du **04 novembre 2008** a fixé le prix d'émission des actions nouvelles à 6,5 dinars, leur date de jouissance au 1^{er} janvier 2009 et a délégué au président directeur général le pouvoir de procéder à toutes les formalités légales pour la réalisation de ladite augmentation.

Caractéristiques de l'émission :

Le capital social sera augmenté de 5 MD par souscription en numéraire et par émission de 1.000.000 actions nouvelles.

Toutes les actions à émettre seront nominatives et seront de catégorie ordinaire.

➤ **Prix d'émission :**

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à un prix d'émission de 6,5 DT, soit 5 DT de valeur nominale et 1,5 DT de prime d'émission.

Les actions nouvelles souscrites seront libérées du montant nominal et de la prime d'émission lors de la souscription.

➤ **Droit préférentiel de souscription :**

La souscription à l'augmentation de capital en numéraire est réservée, à titre préférentiel, aux anciens actionnaires ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscription en bourse tant à titre irréductible qu'à titre réductible. L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

- **A titre irréductible :** A raison d'une (1) action nouvelle pour deux (2) actions anciennes. Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles, pourront soit acheter soit vendre en bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. EL WIFACK LEASING ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.
- **A titre réductible :** En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductible, les propriétaires et/ou les cessionnaires des droits de souscription pourront en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles qu'ils veulent. Leurs demandes seront satisfaites en utilisant les actions nouvelles qui n'auraient pas été éventuellement absorbées par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite au prorata du nombre de ses droits de souscription exercés à titre irréductible et en fonction du nombre d'actions nouvelles disponibles. Les actions non souscrites à titre irréductible seront réparties entre les demandeurs de souscription aux actions à titre réductible proportionnellement aux droits de souscription exercés lors de la souscription à titre irréductible et dans la limite de leurs demandes.

AUGMENTATION DE CAPITAL - EL WIFACK LEASING - (Suite)**Période de souscription :**

La souscription aux actions nouvelles émises en numéraire est réservée, à titre préférentiel, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel et aux cessionnaires de droits de souscription en bourse, tant à titre irréductible que réductible et ce, du **16/02/2009** au **10/03/2009** inclus.

Ouverture des souscriptions au public :

Passé le délai de souscription réservé aux anciens actionnaires pour l'exercice de leurs droits préférentiels de souscription, les actions nouvelles éventuellement non souscrites seront offertes au public à partir du **18 mars 2009** au **16 mai 2009** inclus.

Les souscriptions seront clôturées, sans préavis, dès que les actions émises seront souscrites en totalité.

Toutefois, cette date ne doit pas excéder les 3 mois qui suivent la date d'ouverture des souscriptions, soit au plus tard le **16 mai 2009**.

Etablissements domiciliaires :

Les souscriptions seront reçues et les versements effectués, sans frais, à tous les guichets de la Société Tunisienne de Banque (siège et agences) et auprès des intermédiaires en bourse.

En souscrivant, il devra être versé par action souscrite le montant de 6,5 DT, soit 5 DT représentant la valeur nominale de l'action et 1,5 DT représentant la valeur de la prime d'émission.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés dans un compte indisponible ouvert auprès de la Société Tunisienne de Banque – STB – agence Medenine – sous le N ° 028.151.861/0

Après répartition, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions à titre réductible non satisfaites, seront remboursées, sans intérêts, au guichet qui aurait reçu la souscription, et ce dans un délai maximum de dix (10) jours à partir de la date de clôture des souscriptions, soit au plus tard le **23 mars 2009**.

Modalités et délais de délivrance des titres :

Les souscriptions à l'augmentation de capital seront constatées par un certificat délivré par la Société Tunisienne de Banque, sur présentation des bulletins de souscription.

Mode de placement :

Les titres émis seront réservés, à titre préférentiel, aux anciens actionnaires et/ou cessionnaires de droits de souscription en bourse. Les actions nouvelles éventuellement non souscrites sont offertes au public à partir du 18 mars 2009 jusqu'au 16 mai 2009 inclus.

Jouissance des actions nouvelles souscrites :

Les actions nouvelles souscrites (1.000.000 actions) porteront jouissance en dividendes à compter du **01/01/2009**.

Cotation en Bourse :Cotation en Bourse des actions anciennes :

Les 2.000.000 actions anciennes composant le capital actuel de EL WIFACK LEASING inscrites au marché principal de la cote de la Bourse seront négociées à partir du **16 février 2009**, droits de souscription détachés.

* Les actionnaires et /ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs dépositaires d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du 10/03/2009 sont informés que leurs dépositaires procèderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

AUGMENTATION DE CAPITAL - EL WIFACK LEASING - (Suite)

Cotation en Bourse des actions nouvelles souscrites :

Les 1.000.000 actions nouvelles à souscrire en numéraire seront négociables en Bourse à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire conformément aux dispositions en vigueur régissant les augmentations de capital des sociétés et la publication de la notice conséquente au JORT et aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT et aux quotidiens de la place, séparément des actions anciennes jusqu'à la date de mise en paiement des dividendes de l'exercice 2008, date à partir de laquelle elles seront assimilées aux actions anciennes.

Cotation en Bourse des droits de souscription :

Les négociations en Bourse des droits de souscription auront lieu du **16 février 2009** au **10 mars 2009** inclus*.

Il est à préciser qu'aucune séance de régularisation ne sera organisée au-delà des délais précités.

Prise en charge par le STICODEVAM :

Les actions nouvelles souscrites seront prises en charge par la STICODEVAM sous le code ISIN «**TN 0007200066 – EL WIFACK LEASING NS 2009**» à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

Les droits de souscription seront pris en charge par la STICODEVAM sous le code ISIN «**TN 0007200058 – EL WIFACK LEASING DS 2009**» durant la période de souscription du **16 février 2009** au **10 mars 2009** inclus.

A cet effet, la STICODEVAM assurera les règlements/livraisons sur lesdits actions et droits négociés en Bourse.

Un document de référence, enregistré par le CMF sous le numéro **09 - 002** en date du **02 février 2009** et une note d'opération relative à l'augmentation du capital de EL WIFACK LEASING, visée par le CMF sous le numéro **09 - 0640** du **02 février 2009**, sont mis à la disposition du public, auprès de EL WIFACK LEASING, Avenue Habib Bourguiba – 4100 Médenine et de la Société Tunisienne de Banque, Rue Hédi Karray – 1004 El Menzah I – Tunis et sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn

* Les actionnaires et /ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs dépositaires d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du 10/03/2009 sont informés que leurs dépositaires procèderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

EMISSION D'UN EMPRUNTOBLIGATAIRE**AVIS DES SOCIETES (suite)**VISAS DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Cet avis annule et remplace celui publié aux Bulletins Officiels du CMF n°3274 du 29/01/09, n°3275 du 30/01/09 et n°3276 du 02/02/09

suite à la

Décision du Conseil du Marché Financier n°1 du 3 février 2009 portant approbation du changement du taux d'intérêt de 6,85% à 6,5% de l'emprunt obligataire «STB 2008-2» en réponse à la demande formulée par la STB en date du 3 février 2009*

EMPRUNT OBLIGATAIRE**«STB 2008/2»**

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Tunisienne de Banque tenue le 13/06/2007 a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire, pour un montant total de 100 millions de dinars et a donné les pouvoirs nécessaires au Conseil d'Administration pour fixer les caractéristiques et les conditions de cet emprunt.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration du 29/04/2008 a décidé d'émettre la deuxième tranche de cet emprunt aux conditions explicitées ci-après.

Dénomination de l'emprunt : « STB 2008/2 ».

Montant : 50 000 000 dinars divisés en 500 000 obligations de 100 dinars chacune.

Prix d'émission : 100 dinars par obligation.

Prix de remboursement : 100 dinars par obligation.

Forme des obligations : Toutes les obligations du présent emprunt seront nominatives.

Taux d'intérêt : Les obligations du présent emprunt généreront des intérêts annuels au taux de 6,5%* brut l'an calculés sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Taux de rendement actuariel : C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de 6,5% pour le présent emprunt.

*Le conseil d'Administration du 29/04/2008 a prévu un taux fixe égal à 6,5% brut l'an au minimum et 7% brut l'an au maximum et a délégué le pouvoir au président du Conseil d'Administration pour fixer ce taux. Ce taux a été fixé dans un premier temps à 6,85%. En date du 03/02/2009, la Direction Générale de la STB a soumis au CMF une demande d'approbation pour changer ce taux de 6,85% à 6,5%. La banque a expliqué ce changement par la confirmation de la tendance à la baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire. Le CMF, par décision n°1 du 03/02/2009 a approuvé ce changement.

EMISSION D'EMPRUNT OBLIGATAIRE « STB 2008/2 » - (Suite)

Durée totale : Les obligations de l'emprunt obligataire « STB 2008/2 » seront émises pour une durée de **16 ans**.

Durée de vie moyenne : Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final. Cette durée est de **8,5 ans** pour le présent emprunt.

Duration : Il s'agit de la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle. La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêt. La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **6,382 années**.

Date de jouissance en intérêts : Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **18/02/2009**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises, servant de base pour les besoins de la cotation en Bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **18/02/2009**, et ce même en cas de prorogation de cette date.

Amortissement : Toutes les obligations émises seront remboursables à partir de la première année suivant la date limite de clôture des souscriptions d'un montant annuel constant de **6,250 dinars** par obligation.

L'emprunt sera amorti en totalité le **18/02/2025**.

Paiement : Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **18 février** de chaque année.

Le premier remboursement en capital et le premier paiement en intérêts auront lieu le **18/02/2010**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers la STICODEVAM.

Période de souscriptions et de versements : Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **05/02/2009** et clôturées sans préavis et au plus tard le **18/02/2009**.

Les demandes de souscription seront reçues dans la limite du nombre des titres émis.

En cas de non placement intégral de l'émission, et passé le délai de souscription, les souscriptions seront prolongées jusqu'au **06/03/2009** tout en maintenant la même date unique de jouissance en intérêts. En cas de non placement intégral de l'émission au 06/03/2009, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la banque.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public : Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du **05/02/2009** aux guichets de la Société Financière de Gestion –SOFIGES–, Intermédiaire en Bourse, sise au 12, Rue d'Athènes –1000– Tunis.

Tenue du registre des obligataires : L'établissement et la délivrance des attestations de propriété et la tenue du registre des obligations de l'emprunt « STB 2008/2 » seront assurés, durant toute la durée de vie de l'emprunt, par la Société Tunisienne de Banque.

Fiscalité des titres : Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

Notation : Le présent emprunt n'est pas noté.

Cotation en bourse : La Société Tunisienne de Banque s'engage à demander, dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, l'admission des obligations souscrites de l'emprunt « STB 2008/2 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par la STICODEVAM : La Société Tunisienne de Banque s'engage, dès la clôture de l'emprunt « STB 2008/2 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de la STICODEVAM en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Un prospectus d'émission et d'admission au marché obligataire de la cote de la Bourse constitué de la note d'opération visée par le CMF sous le n° **09-0639** en date du **20 janvier 2009** et du document de référence « STB 2008/2 » enregistré auprès du CMF sous le n° **09-001** en date du **20 janvier 2009**, sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de la Société Tunisienne de Banque, Rue Hédi Nouira –1001– Tunis, de la Société Financière de Gestion –SOFIGES–, Intermédiaire en Bourse, sise au 12, Rue d'Athènes –1000– Tunis, sur le site Internet du CMF : www.cmf.org.tn et sur le site Internet de la STB : www.stb.com.tn.

AVIS

COURBE DES TAUX DU 04 FEVRIER 2009

Code ISIN	Taux du marché monétaire et Bons du Trésor	Taux actuariel (existence d'une adjudication) ^[1]	Taux interpolé	Valeur (pied de coupon)
	Taux moyen mensuel du marché monétaire	4,765%		
TN0008002297	BTCT 52 semaines 10/02/2009		4,768%	
TN0008000028	BTA 10 ans " 6,5% 10 Mars 2009 "		4,782%	1 001,430
TN0008002305	BTCT 52 semaines 27/10/2009		4,902%	
TN0008002313	BTCT 52 semaines 24/11/2009		4,916%	
TN0008000044	BTA 10 ans " 6,75% 12 Avril 2010 "		4,988%	1 019,527
TN0008000192	BTA 6 ans "6% 15 mars 2012"		5,352%	1 017,803
TN0008000200	BTA 7 ans "6,1% 11 octobre 2013"	5,649%		1 017,619
TN0008000143	BTA 10 ans " 7,5% 14 Avril 2014 "		5,736%	1 076,799
TN0008000127	BTA 12 ans " 8,25% 9 juillet 2014 "		5,777%	1 111,712
TN0008000184	BTA 10 ans " 7% 9 février 2015"		5,879%	1 055,292
TN0008000218	BTZc 11 octobre 2016		6,167%	
TN0008000234	BTA 10 ans "6,75% 11 juillet 2017"	6,296%		1 028,245
TN0008000242	BTZc 10 décembre 2018	6,428%		
TN0008000226	BTA 15 ans "6,9% 9 mai 2022"	6,500%		1 034,054

^[1] L'adjudication en question ne doit pas être vieille de plus de 2 mois pour les BTA et 1 mois pour les BTCT.

Conditions minimales de prise en compte des lignes :

- Pour les BTA : Montant levé 10 millions de dinars et deux soumissionnaires,
- Pour les BTCT : Montant levé 10 millions de dinars et un soumissionnaire.

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

DESIGNATION DES OPCVM	GESTIONNAIRE	DATE DE DETACHEMENT DU DERNIER DIVIDENDE	VALEUR	VALEUR	PLUS OU MOINS VALUE									
			LIQUIDATIVE du 03/02/2009	LIQUIDATIVE du 04/02/2009	DEPUIS LE 31/12/2008 EN DINARS	EN %								
SICAV OBLIGATAIRES														
TUNISIE SICAV	Tunisie Valeurs	*S.C	125,971	125,983	0,423	0,34%								
SICAV RENDEMENT	SBT	31/03/2008	103,915	103,926	0,382	0,37%								
ALYSSA SICAV	UBCI Finance	30/05/2008	102,537	102,547	0,356	0,35%								
AMEN PREMIERE SICAV	Amen Invest	25/03/2008	105,341	105,352	0,395	0,38%								
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA Capitaux	14/04/2008	105,000	105,012	0,448	0,43%								
SICAV TRESOR	BIAT Asset Management	15/04/2008	105,202	105,215	0,421	0,40%								
SICAV L'EPARGNANT	STB Manager	26/05/2008	103,592	103,604	0,407	0,39%								
SICAV BH OBLIGATAIRE	SIFIB BH	28/04/2008	103,472	103,484	0,446	0,43%								
INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	INI	07/04/2008	106,582	106,592	0,374	0,35%								
UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	27/05/2008	105,462	105,473	0,431	0,41%								
SANADETT SICAV	AFC	05/05/2008	108,501	108,513	0,464	0,43%								
ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	05/05/2008	104,422	104,433	0,426	0,41%								
GENERALE OBLIG-SICAV	CGI	12/05/2008	103,809	103,822	0,430	0,42%								
MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	CGF	30/05/2008	106,602	106,613	0,384	0,36%								
CAP OBLIGATAIRE SICAV	COFIB Capital Finances	02/06/2008	104,833	104,844	0,397	0,38%								
FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	02/04/2008	106,381	106,392	0,381	0,36%								
SICAV AXIS TRESORERIE	AXIS Gestion	27/05/2008	106,910	106,921	0,412	0,39%								
SICAV ENTREPRISE	Tunisie Valeurs	23/05/2008	104,590	104,600	0,382	0,37%								
AMEN TRESOR SICAV	Amen Invest	18/03/2008	105,780	105,793	0,424	0,40%								
SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	FPG	15/04/2008	104,825	104,838	0,416	0,40%								
TUNISO EMIRATIE SICAV	Auto Gérée	19/05/2008	103,524	103,537	0,448	0,43%								
FINA O SICAV	FINACORP	-	104,977	104,989	1,224	1,18%								
MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART Asset Management	-	103,848	103,859	0,308	0,30%								
AL HIFADH SICAV	TSI	-	101,742	101,753	0,375	0,37%								
FCP MAGHREBIA PRUDENCE							UFI	*S.C	**	1,143	1,144	0,004	0,35%	
FCP SALAMETT CAP							AFC	*S.C			10,872	10,874	0,041	0,38%
FCP SALAMETT PLUS							AFC	15/05/2008			10,453	10,454	0,040	0,38%
AL AMANAH OBLIGATAIRE FCP							CGF	-	**	103,663	103,742	0,378	0,37%	
FCP SECURAS							STB Manager	-			102,827	102,837	0,324	0,32%
FCP AXIS AAA							AXIS Gestion	-			100,873	100,885	0,415	0,41%
SICAV MIXTES														
SICAV PLUS	Tunisie Valeurs	*S.C	41,627	41,631	0,140	0,34%								
SICAV AMEN	Amen Invest	*S.C	30,275	30,278	0,115	0,38%								
SICAV BNA	BNA Capitaux	14/04/2008	75,122	75,189	1,570	2,13%								
ATTIJARI VALEURS SICAV	ATTIJARI GESTION	30/05/2008	106,891	107,177	4,118	4,00%								
ATTIJARI PLACEMENTS SICAV	ATTIJARI GESTION	30/05/2008	1 069,858	1 072,220	37,540	3,63%								
SICAV L'INVESTISSEUR	STB Manager	21/05/2008	60,978	60,824	-0,496	-0,81%								
SICAV PROSPERITY	BIAT Asset Management	15/04/2008	100,787	100,794	0,610	0,61%								
ARABIA SICAV	AFC	05/05/2008	58,272	58,249	0,453	0,78%								
SICAV BH PLACEMENT	SIFIB BH	02/05/2008	44,935	44,908	0,433	0,97%								
SICAV AVENIR	STB Manager	19/05/2008	49,734	49,669	0,037	0,07%								
UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI Finance	30/05/2008	95,605	95,585	0,770	0,81%								
UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI Finance	30/05/2008	96,277	96,282	1,494	1,58%								
SICAV SECURITY	COFIB Capital Finances	02/06/2008	13,490	13,516	0,168	1,26%								
UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI Finance	30/05/2008	76,239	76,239	1,946	2,62%								
SICAV CROISSANCE	SBT	31/03/2008	197,351	198,030	6,484	3,39%								
SICAV OPPORTUNITY	BIAT Asset Management	15/04/2008	108,826	108,843	0,843	0,78%								
STRATEGIE ACTIONS SICAV	SMART Asset Management	23/05/2008	1 453,260	1 453,522	18,436	1,28%								
FCP MIXTES														
FCP AXIS CAPITAL PROTEGE	AXIS Gestion	-	**	1 659,221	1 655,415	32,516	2,00%							
MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	19/05/2008	**	143,636	144,578	3,589	2,55%							
MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	19/05/2008	**	135,714	136,472	2,907	2,18%							
MAC EPARGNANT FCP	MAC SA	19/05/2008	**	123,900	124,034	1,027	0,83%							
FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	*S.C	**	1,561	1,542	0,023	1,51%							
FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	*S.C	**	1,373	1,358	0,009	0,67%							
MAC EXCELLENCE FCP	MAC SA	19/05/2008	**	7935,538	7 989,180	93,908	1,19%							
FCP IRADETT 20	AFC	15/05/2008		11,040	11,030	0,071	0,65%							
FCP IRADETT 50	AFC	15/05/2008		11,671	11,654	0,087	0,75%							
FCP IRADETT 100	AFC	15/05/2008		13,296	13,260	0,195	1,49%							
FCP IRADETT CEA	AFC	15/05/2008		12,229	12,187	0,245	2,05%							
FCP BIAT EPARGNE ACTIONS	BIAT Asset Management	15/04/2008	**	101,813	102,316	1,578	1,57%							
FCP BNAC PROGRES	BNA Capitaux	16/09/2008	**	103,552	104,156	2,971	2,94%							
FCP BNAC CONFIANCE	BNA Capitaux	16/09/2008	**	105,528	105,996	1,961	1,88%							
FCP VALEURS CEA	Tunisie Valeurs	-		13,336	13,320	0,231	1,76%							
FCP CAPITALISATION ET GARANTIE	Alliance Asset Management	-	**	1 056,653	1 058,974	7,765	0,74%							
FCP VALEURS SERENITE 2013	Tunisie Valeurs	*S.C	**	5 383,237	5 379,975	44,939	0,84%							
AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	-	**	114,382	114,286	2,118	1,89%							
AL AMANAH EQUITY FCP	CGF	-	**	104,119	104,453	1,164	1,13%							
FCP FINA 60	FINACORP	*S.C	**	1 010,888	1 008,477	-2,298	-0,23%							
FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	AXIS Gestion	*S.C		104,504	104,542	1,993	1,94%							
FCP AXIS TUNISIE INDICE	AXIS Gestion	*S.C		482,236	482,456	12,729	2,71%							
FCP KOUNOUZ	TSI	*S.C	**	109,077	110,704	1,863	1,71%							
FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB Manager	-		99,184	98,752	1,723	1,78%							
FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	*S.C		100,368	100,326	0,002	0,00%							
FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	*S.C		100,362	100,334	-0,022	-0,02%							
FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	*S.C		100,391	100,381	-0,003	0,00%							
FCP SECURITE	BNA Capitaux	*S.C	**	100,933	101,155	0,832	0,83%							
FCP OPTIMA	SIFIB BH	*S.C	**	100,732	101,163	1,350	1,35%							

* S.C. : SICAV de type Capitalisation ** V.L. : Calculée hebdomadairement

BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHE FINANCIER8, rue du Mexique - 1002 TUNIS -
Tél : 844.500 - Fax : 841.809 / 848.001

Compte bancaire n° 10 113 108 - 101762 - 0 788 83 STB le Belvédère - TUNIS -

e-mail : cmf@cmf.org.tn

Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériésPrix unitaire : 0,250 dinar
Etranger : Frais d'expédition en susLe Président du CMF :
Mr. Mohamed Ridha CHALGHOUMIMPRIMERIE
du
CMF

8, rue du Mexique - 1002 TUNIS

مثال تقرير المسؤول عن الرقابة

(المدة التي يغطيها هذا التقرير : من..... إلى.....)

1. تقديم عام لوسيط البورصة :

1.1 التسمية الاجتماعية لوسيط البورصة :

قرار المصادقة عدد.... مؤرخ في... :

العنوان :

الترقيم البريدي :

أرقام الهاتف :

الفاكس :

العنوان الإلكتروني :

موقع الإنترنت :

2.1 إحداثيات (العنوان، أرقام الهاتف، العنوان الإلكتروني) الفروع إن وجدت :

3.1 معلومات حول المسؤول عن الرقابة :

الهوية :

الإحداثيات الهاتفية :

العنوان الإلكتروني :

4.1 النشاطات الخاضعة لترخيص مسبق:

النشاط	مصدق عليه ⁽¹⁾ €	تاريخ المصادقة	يمارس بصفة فعلية ⁽¹⁾ €
السعي المصفاقي المالي			
المؤسسة الراعية			
إدارة محافظ الأوراق المالية الفردية			
إدارة محافظ الأوراق المالية للحساب الخاص			
إدارة محافظ الأوراق المالية لفائدة مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية			
حمل الأسهم لفائدة الغير			
توظيف الأوراق و الأدوات المالية			
التدخل للحساب الخاص			
صناعة السوق			
تغطية الإصدارات لفائدة المؤسسات العمومية أو الخاصة			
التخصص في رقاع الخزينة			

5.1 الأنشطة التي تستوجب إيداع كراس شروط :

.....

6.1 الأنشطة الفرعية :

(تحديد الأنشطة الأخرى التي تمارس والغير الخاضعة إلى مصادقة مسبقة)

.....

⁽¹⁾ الإجابة بنعم أو لا.

7.1 تركيبة رأس المال إلى حين.....

هوية المساهم	الجنسية	العنوان	عدد الأسهم المملوكة	المبلغ الذي تمّ تحريره	هل السندات متقلّة بقيود ⁽²⁾ ؟	نسبة تحرير رأس المال	نسبة الامتلاك في رأس المال (%)	هل للمساهم حساب أوراق مالية لدى وسيط البورصة ⁽²⁾ ؟
المجموع							100%	

8.1 كشف في المعاملات المتعلقة برأس مال الشركة والتي تمّ إنجازها خلال الفترة التي يغطيها التقرير :

تاريخ المعاملة	المشتري			البائع		نسبة رأس المال التي يمتلكها المشتري إثر المعاملة %	سعر البيع للسهم الواحد
	الهوية	الجنسية	عدد الأسهم	الهوية	الجنسية	عدد الأسهم	

⁽²⁾الإجابة بنعم أو لا.

9.1 تطور رأس المال منذ التكوين :

رأس المال عند التأسيس.....

القيمة الاسمية الحالية:.....

تاريخ العملية	طبيعة العملية (الترفيغ في رأس المال نقداً أو بإدماج الاحتياطات أو بالترفيغ في القيمة الاسمية...)	تاريخ الجلسة العامة الخارقة للعادة التي رخصت العملية	مبلغ العملية	مبلغ رأس المال قبل العملية	مبلغ رأس المال بعد العملية

10.1 قائمة المسيرين⁽³⁾ إلى حين.....

الهوية	الوظيفة	يمثله ⁽⁴⁾	النيابة		هل للمسير حساب أوراق مالية لدى وسيط البورصة ⁽⁵⁾ ؟
			البداية	النهاية	

⁽³⁾ التنصيص على الرئيس المدير العام، رئيس مجلس الإدارة، المدير العام، عضو مجلس الإدارة، المدير العام المساعد، رئيس أو عضو هيئة الإدارة الجماعية، رئيس أو عضو مجلس المراقبة.

⁽⁴⁾ في الصورة التي يكون فيها عضو مجلس الإدارة شخصاً معنوياً.

⁽⁵⁾ الإجابة بنعم أو لا.

11.1 كشف في الوظائف التي يمارسها المسكرون صلب شركات أخرى:

هوية المسير	الشركات	موضوع الشركة	الوظيفة التي يمارسها المسير

12.1 قائمة الأشخاص العاملين لدى وسيط البورصة إلى حين.....

هوية الشخص	طبيعة العلاقة (عقد شغل، مناولة، إلحاق...)	الوظيفة (تحديد النشاط الممارس وليس الرتبة)	الشهادة العلمية	تاريخ بداية العلاقة	هل الشخص حائز على بطاقة مهنية ⁽⁶⁾ ؟	هل للشخص حساب أوراق مالية لدى وسيط البورصة ⁽⁶⁾ ؟

⁽⁶⁾الإجابة بنعم أو لا.

13.1 مراجع وأرقام الحسابات البنكية المخصصة لأموال الحرفاء :

البنك	الفرع	رقم الحساب

14.1 مراجع وأرقام الحسابات البنكية المخصصة للأموال الذاتية :

البنك	الفرع	رقم الحساب

15.1 كشف في الأشخاص الذي هم تحت سلطة وسيط البورصة والذين كانوا محلّ عقوبات تأديبية خلال الفترة التي يغطيها التقرير :

هوية الشخص	تاريخ العقوبة	طبيعة العقوبة	السبب

16.1 التنظيم الحالي لوسيط البورصة (إرفاق الهيكل التنظيمي الاسمي المعمول به حالياً).

17.1 كشف في المساهمات غير المباشرة في رأس مال شركات أخرى متخصصة في الوساطة بالبورصة :

التسمية الاجتماعية لوسيط البورصة	% نسبة المساهمة غير المباشرة

18.1 وصف المعدات الإعلامية وغيرها من التجهيزات المستعملة حالياً من قبل وسيط البورصة (الأجهزة الضرورية للإرتباط بالنظام الإعلامي لبورصة الأوراق المالية بتونس ولشركة الإيداع والمقاصة والتسوية، منظومة تأريخ الأوامر، جهاز تسجيل هاتفي، منظومة إعلامية لإدارة المحافظ، منظومة إعلامية لمعالجة أوامر البورصة...).

19.1 القرارات المتخذة من قبل أجهزة المداولة خلال المدة التي يغطيها التقرير :

تاريخ القرار	الهيكل الذي صدر عنه القرار	القرار المتخذ

20.1 تقارير مراقب أو/ مراقبي الحسابات المتعلقة بالسنة المالية الأخيرة :

التقرير العام

السنة المحاسبية	الآراء والملاحظات

التقرير الخاص

السنة المحاسبية	الملاحظات

التقرير حول الرقابة الداخلية

السنة المحاسبية	الملاحظات

2. بيان وتقييم الوسائل والمعلومات الموضوعة على ذمة المسؤول عن الرقابة.

يجب أن يتولى المسؤول عن الرقابة وصف وتقييم الوسائل والمعلومات الموضوعة على ذمته لممارسة مهامه.

1.2 الوسائل البشرية والمادية الموضوع على ذمة المسؤول عن الرقابة :

يجب أن يذكر المسؤول عن الرقابة الوسائل البشرية والمادية الموضوع على ذمته لممارسة مهامه وخاصة المعدات الإعلامية وغيرها من المعدات .

2.2 إحالة الوثائق:

يجب أن يذكر المسؤول عن الرقابة الطريقة التي يتحصل بموجبها على المعلومات (ارتباطه بمختلف منظومات الإعلام، حضوره لبعض الاجتماعات الداخلية ذات الطابع الدوري...))

يجب أن يذكر المسؤول عن الرقابة بالنسبة لكل معلومة يتحصل عليها : الوتيرة التي يتحصل وفقها على هذه المعلومة، كيفية معالجة هذه المعلومة (مراقبة، مقارنة مع معلومات أخرى...) وتعليقاته حولها إن وجدت.

التعليقات	كيفية المعالجة	الوتيرة	كشف/وثيقة/معلومة

3.2 تقييم المسؤول عن الرقابة للوسائل و المعلومات الموضوعية على ذمته :

التقييم ⁽⁷⁾	تعليق التقييم
الوسائل المادية	
الوسائل البشرية	
الحصول على المعلومات	

3. ملاحظات المسؤول عن الرقابة حول احترام وسيط البورصة ومسيرييه والأشخاص الذين هم تحت سلطته أو العاملين لحسابه، للأحكام القانونية والترتيبية:

1.3 مراقبة احترام وسيط البورصة ومسيرييه والأشخاص الذين هم تحت سلطته أو العاملين لحسابه للأحكام القانونية والترتيبية:

يقدم المسؤول عن الرقابة أجوبته في شكل جدول يتضمن الواجبات المنصوص عليها أسفله. ويجب أن يرفق كل جواب بتعليق.

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
الشروط العامة لممارسة الأنشطة :		
هل لدى وسيط البورصة محل مستقل ومخصص لممارسة أنشطته المهنية دون سواها؟		
هل المحل مزود بجهاز إنذار ضد السرقة؟		
هل المحل مزود بجهاز استشعار الحريق؟		
هل المحل مزود بصندوق حديدي لحفظ الأموال الضرورية لممارسة الأنشطة؟		
هل تتوفر لدى وسيط البورصة المعدات الإعلامية الضرورية للإرتباط بالنظام الإعلامي الحيني لبورصة الأوراق المالية بتونس؟		

(7) إسناد عدد من 1 إلى 5، مع العلم أن عدد 5 يمثل أرفع تقييم إيجابي.

(8) الإجابة بنعم (ن) أو لا أو جزئياً (ج) أو غير مطبق (غ م).

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
هل تتوفر لدى وسيط البورصة المعدات الإعلامية الضرورية للإرتباط بنظام التسوية الجاري به العمل لدى شركة الإيداع والمقاصة والتسوية؟		
هل تتوفر لدى وسيط البورصة معدات خاصة بالتسجيل الهاتفي لتلقي الأوامر بواسطة الهاتف؟		
هل تتوفر لدى وسيط البورصة منظومة تمكن من تأريخ الأوامر الصادرة عنه أو المتلقاة من الحريف؟		
هل يتوفر لدى وسيط البورصة عقد تأمين، في حالة صلوحية، ضدّ المخاطر المادية المتصلة بنشاطه (ضياع، أو سرقة أو إتلاف الأموال المسلمة إليه من قبل حرفائه...) وذلك بالنسبة لكل من المقر الرئيسي والفروع؟		
هل تتضمن الوثائق الصادرة عن وسيط البورصة عبارة "وسيط بالبورصة"؟		
هل تتضمن الوثائق الصادرة عن وسيط البورصة الإشارة إلى مرجع قرار المصادقة النهائية وتاريخه؟		
هل يتوفر لدى وسيط البورصة دليل إجراءات ؟		
إذا كانت الإجابة بنعم :		
هل يتضمن دليل الإجراءات رسم الهيكل التنظيمي؟		
هل يتضمن دليل الإجراءات رسم مختلف الهياكل الوظيفية والعملية؟		
هل يتضمن دليل الإجراءات وصف المراكز وتحديد تفويض السلطات والمسؤوليات؟		
هل يتضمن دليل الإجراءات الإجراءات التي تصف مسار إجراء مختلف العمليات بما في ذلك إجراءات المعالجة المعلوماتية مع تحديد عمليات الرقابة اللازمة لمراحل الترخيص والتنفيذ والتسجيل بالنظر إلى أهداف الرقابة الداخلية؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
هل يتضمن دليل الإجراءات التنظيم والإجراءات المحاسبية وقواعد معالجة العمليات؟		
هل يضمن التنظيم الداخلي لوسيط البورصة والإجراءات المعمول بها حسن تطبيق مقتضيات التصرف والإعلام المنصوص عليها بالنصوص التشريعية والترتيبية المتعلقة بمنع غسل الأموال؟		
هل يتوفر لدى وسيط البورصة نظام داخلي ؟		
إذا كانت الإجابة بنعم :		
هل يبين النظام الداخلي الشروط التي يمكن للمسيرين وللأشخاص العاملين تحت سلطة وسيط البورصة القيام على أساسها لحسابهم بعمليات على الأوراق المالية والطرق التي يتعين عليهم اتباعها لإعلامه بهذه العمليات؟		
هل يبين النظام الداخلي لإجراءات المتخذة لتفادي التسرب غير المشروع للمعلومات السرية؟		
هل يبين النظام الداخلي تضارب المصالح التي يمكن أن تحدث وطرق الفصل بينها؟		
هل يحترم وسيط البورصة الحد الأقصى للمساهمة بصفة مباشرة أو غير مباشرة في رأس مال شركة متخصصة في الوساطة بالبورصة أي 30% من رأس المال؟		
هل يحترم وسيط البورصة واجب عدم امتلاك مساهمات في شركة أسهم أخرى تكون مساهمة في رأس ماله بنسبة تفوق عشرة بالمائة؟ (مساهمات متبادلة).		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
هل تحترم شركة الوساطة بالبورصة المقتضيات القانونية المتعلقة برأس المال الأدنى ⁽⁹⁾ المدفوع؟		
هل لازال مسيرو وسيط البورصة يستجوبون للشروط القانونية ⁽¹⁰⁾ المتعلقة بتسميتهم؟		
هل يحترم الرئيس المدير العام أو المدير العام أو المدير العام المساعد أو رئيس أو عضو هيئة الإدارة الجماعية لوسيط البورصة واجب عدم المباشرة في نفس الوقت لأي وظيفة من الوظائف في شركة وساطة بالبورصة أخرى أو في شركة مدرجة بالبورصة أو في مؤسسة قرض؟		
هل يحترم أجراء شركة الوساطة بالبورصة واجب عدم المباشرة في نفس الوقت لخطه أجير لشركة وساطة بالبورصة أخرى أو لشركة مدرجة بالبورصة أو لمؤسسة قرض؟		

(9) - 1,000,000 دينار إذا تمّ الترخيص للشركة بممارسة نشاطات تداول وتسجيل الأوراق والأدوات المالية بالبورصة والاستشارة المالية والسعي المصنفي المالي و إدارة محافظ الأوراق المالية وحمل الأسهم لفائدة الغير،

- 3,000,000 دينار إذا تمّ الترخيص للشركة بممارسة، إضافة إلى الأنشطة المذكورة أعلاه، أنشطة التدخل للحساب الخاص والتخصص في صناعة السوق وتغطية الإصدارات أو إحدى هذه الأنشطة.

- 5 000 000 دينار تمّ الترخيص للشركة بممارسة أنشطة التدخل على رفاع الخزينة

(10) لا يجب أن يكون المسير :

- قد حكم عليه جزائياً من أجل ارتكاب التزوير بالكتابات أو السرقة أو خيانة مؤتمن أو التحيل أو من أجل الاستيلاء على أموال أو قيم أو الاختلاس المرتكب من طرف مؤتمن عمومي أو إصدار صك بدون رصيد أو إخفاء أشياء وقع الحصول عليها بواسطة هذه المخالفات أو مخالفة الترتيب الخاصة بالصرف أو مخالفة النصوص التشريعية والترتيبية المتعلقة بمنع غسل الأموال،

- قد حكم عليه جزائياً من أجل جنحة قسدية ولم يسترد حقوقه بعد،

- قد صدر ضده حكم بات بالإفلاس،

- قد شغل وظيفة متصرف أو وكيل لشركات وقع التصريح بإفلاسها وتم سحب ذلك الإفلاس عليه أو إذا كان قد صدر عليه حكم بمقتضى الفصلين 288 و 289 من المجلة الجنائية المتعلقين بالتسبب في الإفلاس.

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
عدم الجمع بين المهام والفصل بين الهياكل:		
هل ينص التنظيم الحالي لوسيط البورصة على تخصيص شخص على الأقل لكل نشاط ⁽¹¹⁾ ؟		
هل يتبع وسيط البورصة تنظيمها يكفل التفريق بين هيكل مكلف بتلقي أوامر البورصة ومعالجتها وهيكل مكلف بتنفيذ الأوامر بالبورصة؟		
هل وضع وسيط البورصة تنظيما وهياكل تمكن من تحقيق الفصل بين مختلف الأنشطة التي يتعاطاها ومن تقادي التسرب غير المشروع للمعلومات؟		
هل يخصص وسيط البورصة مصلحة مستقلة هيكليا لممارسة نشاط إدارة محافظ الأوراق المالية؟		
هل يحترم الأشخاص المكفون بنشاط إدارة محافظ الأوراق المالية واجب عدم القيام بعمليات التداول؟		
هل تتوفر لدى وسيط البورصة مصلحة مخصصة لممارسة نشاط إدارة محافظ الأوراق المالية لفائدة الأشخاص العاملين تحت سلطته، أو لفائدة مسيريه أو شركة تابعة له أو مساهم بأكثر من 30% في رأس ماله، مستقلة عن المصلحة المخصصة لممارسة نشاط إدارة محافظ الأوراق المالية لفائدة الغير؟		

(11) يجب على وسيط البورصة أن يخصص شخصا على الأقل لكل من الأنشطة الآتية وذلك دون إمكانية الجمع مع أنشطة أخرى:

- تداول و تسجيل الأوراق والأدوات المالية،
- إدارة محافظ الأوراق المالية الفردية،
- إدارة محافظ الأوراق المالية للحساب الخاص لوسيط البورصة،
- إدارة محافظ الأوراق المالية لحساب مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية،
- التخصص في صناعة السوق،
- السعي المصفاقي المالي.

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
البطاقات المهنية:		
هل يمسك الشخص أو الأشخاص الذين هم تحت سلطة وسيط البورصة أو العاملين لحسابه والذين يباشرون نشاط تداول الأوراق والأدوات المالية بطاقة مهنية؟		
هل يمسك الشخص أو الأشخاص الذين هم تحت سلطة وسيط البورصة أو العاملين لحسابه والذين يباشرون نشاط صناعة السوق بطاقة مهنية؟		
هل يمسك الشخص أو الأشخاص الذين هم تحت سلطة وسيط البورصة أو العاملين لحسابه والذين يباشرون إدارة محافظ الأوراق المالية بطاقة مهنية؟		
هل يمسك الشخص أو الأشخاص الذين هم تحت سلطة وسيط البورصة أو العاملين لحسابه والذين يباشرون نشاط السعي المصفاي المالي بطاقة مهنية؟		
الأموال الراجعة للحرفاء:		
هل يتوفر لدى وسيط البورصة حساب بنكي مهني مخصص بصفة حصرية للأموال الراجعة لحرفائه؟		
هل يتمتع وسيط البورصة عن استعمال أموال الحرفاء لحسابه الخاص؟		
عمليات لفائدة مسيري وسيط البورصة والأشخاص العاملين تحت سلطته:		
هل يتم القيام بالعمليات لحساب مسيري وسيط البورصة والأشخاص العاملين تحت سلطته بواسطة حساب أوراق مالية مفتوح لدى نفس الوسيط؟		
هل يتمتع الأشخاص العاملين تحت سلطة وسيط البورصة والذين لهم مسؤولية إحدى الأوراق المالية عن القيام بعمليات لحسابهم الخاص على هذه الورقة المالية؟		
هل يتمتع الأشخاص العاملين تحت سلطة وسيط البورصة عن التدخل بصفاتهم الشخصية كوكلاء للحرفاء باستثناء العمليات المنجزة لفائدة أبنائهم القصر وأزواجهم وأصولهم من الدرجة الأولى؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
الإعلام/الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية:		
هل يقدّم وسيط البورصة لهيئة السوق المالية في أول يوم عمل من كل سنة ما يفيد خلاص معلوم التأمين مع بيان نوع المخاطر المؤمن ضدها ومدى نسبة التغطية؟		
هل تمّ إعلام هيئة السوق المالية بصفة مسبقة بكل تغيير طرأ على تركيبة رأس مال وسيط البورصة بنسبة تساوي أو تفوق عشرة في المائة من رأس المال؟		
هل تمّ إعلام هيئة السوق المالية بصفة مسبقة بكل تغيير في التسمية الاجتماعية لوسيط البورصة؟		
هل تمّ إعلام هيئة السوق المالية بصفة مسبقة بكل تغيير طرأ على مستوى التنظيم أو الرقابة الداخلية لوسيط البورصة؟		
هل تمّ إعلام هيئة السوق المالية بكل عقوبة تأديبية متخذة ضد أحد الأشخاص العاملين تحت سلطة وسيط البورصة لعدم احترامه الواجبات المهنية؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل تمّ إعلام هيئة السوق المالية بهوية الشخص وبأسباب العقوبة؟		
هل تولى وسيط البورصة إيداع نسخة من هذا النظام الداخلي لدى هيئة السوق المالية؟		
هل تمّ الحصول على الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية في حالة نقل الأنشطة أو جزء منها إلى مقر جديد؟		
هل تمّ الحصول على الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية في حالة فتح فرع أو وكالة؟		
هل تمّ الحصول على الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية في حالة تعيين مسير جديد؟		
هل تمّ الحصول على الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية في حالة إحداث شركة متفرعة؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
هل تمّ الحصول على الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية بخصوص كل عملية دمج مع شركات وساطة بالبورصة؟		
هل تمّ الحصول على الموافقة المسبقة لهيئة السوق المالية بخصوص كل عملية اقتناء لجزء من رأس مال شركة الوساطة بالبورصة من قبل شخص أو عدة أشخاص تؤدي إلى امتلاك بصفة مباشرة أو غير مباشرة لأربعين في المائة على الأقل من حقوق الاقتراع شريطة أن لا يكون هناك مساهم آخر ماسك لنسبة أكبر منها؟		
هل تولى وسيط البورصة في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ ختم السنة المحاسبية إيداع القوائم المالية المنصوص عليها بالتشريع الجاري به العمل وتقرير مراقب الحسابات لدى هيئة السوق المالية؟		
هل يرسل وسيط البورصة إلى هيئة السوق المالية في أجل أقصاه عشرة أيام بعد نهاية كل شهر الكشوفات الشهرية للعمليات ⁽¹²⁾ ؟		
هل يتمّ إعداد الكشوفات الشهرية للعمليات حسب النماذج المحددة من قبل هيئة السوق المالية؟		
هل يرسل وسيط البورصة إلى هيئة السوق المالية الكشوفات الاحتياطية؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل يتم إرسال الكشوفات الاحتياطية في الأجل القانونية؟		

⁽¹²⁾ تتضمن هذه الكشوفات العمليات التالية :

- العمليات المنجزة لفائدة الحرفاء،
- العمليات المنجزة لفائدة مؤسسات التوظيف الجماعي في الأوراق المالية،
- العمليات المنجزة لحسابه الخاص،
- العمليات المنجزة لفائدة الأشخاص العاملين تحت سلطته،
- العمليات المنجزة لفائدة مسيريه،
- العمليات المنجزة لفائدة الأشخاص العاملين تحت سلطة هيئة السوق المالية وبورصة الأوراق المالية بتونس وشركة الإيداع والمقاصة والتسوية،
- المبالغ المدفوعة لبورصة الأوراق المالية بتونس بعنوان العمولات على المعاملات.

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
هل يتولى وسيط البورصة في صورة معاينة نقص في الأموال الذاتية الصافية مقارنة بالمبالغ المطلوبة لتغطية المخاطر إعلام هيئة السوق المالية في أول يوم عمل موال لتلك المعاينة؟		
المسؤول عن الرقابة:		
هل يسهر المسؤول عن الرقابة على احترام الأشخاص العاملين تحت سلطة وسيط البورصة أو لحسابه للأحكام القانونية والترتيبية المطبقة عليهم وبالخصوص تلك المتعلقة بقواعد أصول المهنة؟		
هل يوجه المسؤول عن الرقابة كل ستة أشهر إلى مجلس الإدارة أو هيئة الإدارة الجماعية وكذلك إلى هيئة السوق المالية تقريراً عن مهامه وذلك في أجل أقصاه شهر من انتهاء كل سداسية؟		
هل خضع تعيين المسؤول عن الرقابة الذي يمارس حالياً مهامه إلى موافقة هيئة السوق المالية؟		
هل تمّ إعلام هيئة السوق المالية باستقالة المسؤول عن الرقابة السابق أو بقرار إعفائه من مهامه مع بيان أسباب ذلك؟		
القواعد الاحتياطية:		
هل توفرت لدى وسيط البورصة وبشكل دائم، خلال الفترة التي يغطيها هذا التقرير أموال ذاتية صافية تساوي أو تفوق جملة الأموال الذاتية الصافية المخصصة لتغطية المخاطر المرتبطة بالأوراق المالية المكونة لمحفظته؟		
إذا كانت الإجابة بالنفي، هل بادر وسيط البورصة بتلافي النقص في الأموال الذاتية الصافية مقارنة بالمبالغ المطلوبة لتغطية المخاطر خلال 48 ساعة؟		
إذا كانت الإجابة بالنفي، هل تحصل وسيط البورصة على أجل أطول من قبل هيئة السوق المالية لتسوية وضعيته؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
السعي المصفاقي المالي:		
هل لدى وسيط البورصة شخص أو عدة أشخاص موظفين للقيام بعمليات السعي المصفاقي المالي؟		
هل سلم وسيط البورصة بطاقات مهنية للشخص أو الأشخاص الموظفين للقيام بعمليات السعي المصفاقي المالي؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل قام وسيط البورصة قبل تسليم بطاقة مهنية للشخص الذي ينوي توظيفه للقيام بنشاط السعي المصفاقي المالي بإيداع تصريح كتابي لدى هيئة السوق المالية، يحتوي على هوية وعنوان ذلك الشخص؟		
هل قام وسيط البورصة بإيداع نموذج البطاقة المهنية المتعلقة بالسعي المصفاقي المالي لدى هيئة السوق المالية؟		
هل أنّ البطاقة المهنية المتعلقة بالسعي المصفاقي المالي التي قام وسيط البورصة بتسليمها مطابقة للنموذج المودع لدى هيئة السوق المالية؟		
هل أعلم وسيط البورصة هيئة السوق المالية بسحب أو رفض تجديد بطاقة السعي المصفاقي المالي؟		
هل تم إعداد مذكرة إعلامية عن كل ورقة مالية مقترحة خلال عمليات السعي المصفاقي المالي؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل وجه وسيط البورصة المذكرة الإعلامية إلى هيئة السوق المالية قبل القيام بعمليات السعي المصفاقي المالي؟		
هل يسلم وسيط البورصة الشخص المستهدف بالسعي المصفاقي المالي أو هل يرسل إليه مذكرة إعلامية وذلك قبل أن يتم أي التزام من طرفه؟		
هل يتولى وسيط البورصة إثبات كل التزام حول الأوراق المالية تم إثار عملية سعي مصفاقي مالي عن طريق كتب؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
إذا كانت الإجابة بنعم، هل ينصّ الكتب على تاريخ إمضاء الإلتزام؟		
هل يتمتع الشخص الموظف لنشاط السعي المصفاي المالي عن التسلم من الشخص المستهدف أموالا أو أوراقا تجارية أو صكوكا سواء كانت للحامل أو لأمره؟		
إدارة محافظ الأوراق المالية لفائدة الغير:		
هل يتولى وسيط البورصة تجسيم كل وكالة في إدارة محفظة أوراق مالية صلب عقد إدارة محفظة أوراق مالية كتابي ممضى من قبل الحريف؟		
هل يتولى وسيط البورصة إبلاغ الحريف مرة كل ثلاثة اشهر على الأقل تقييما للمحفظة والنتائج المسجلة الراجعة للفترة المنقضية؟		
فتح ونقل الحسابات:		
هل يمنح وسيط البورصة كل حريف معرفّ وحيد لكلّ الحسابات المفتوحة؟		
هل يضمّن وسيط البورصة المعرفّ الوحيد بكل المراسلات والكشوفات التي يرسلها أو يسلمها إلى الحريف؟		
هل يتولى وسيط البورصة قبل فتح حساب باسم الحريف التثبت من هويته وعنوانه؟		
هل يتولى وسيط البورصة قبل فتح حساب باسم الحريف التثبت من أهليته على الإلتزام؟		
هل يتولى وسيط البورصة قبل فتح حساب لفائدة شخص معنوي أو شخص عديم الأهلية التثبت من صلوحيّة التفويض الذي يتمتع به الوكيل؟		
هل يتولى وسيط البورصة قبل فتح حساب تعمير استثمار لكل حريف؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل تمت المصادقة على استثمارة فتح الحساب من قبل هيئة السوق المالية؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
قبل فتح الحساب هل تمت الإجابة على التنصيصات الأساسية المضمنة في استمارة فتح الحساب؟		
هل يتمّ تحيين استمارة فتح الحساب بصفة دورية؟		
هل يتولى وسيط البورصة بصفة دائمة إبرام اتفاقية كتابية عند فتح حساب لفائدة حريف؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل تمت المصادقة على اتفاقية فتح الحساب من قبل هيئة السوق المالية؟		
هل يحرص وسيط البورصة على أن يكون حرفائه على علم بالمخاطر المتعلقة بطبيعة العمليات التي يرغبون في القيام بها؟		
هل يتولى وسيط البورصة عند إبرام اتفاقية فتح الحساب إعلام الحريف بقائمة مختلف العمولات المستوجبة لمختلف الخدمات؟		
هل يتولى وسيط البورصة إعلام الحريف بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا بكل مشروع تغيير للعمولات وذلك في أجل خمسة وأربعين يوما على الأقل قبل تطبيقه؟		
هل يتولى وسيط البورصة تنبيه الحريف كتابيا بأنّ له أجل شهر من تاريخ استلامه الإعلام بتغيير العمولات للاعتراض على التغيير؟		
في صورة تقديم الحريف لمطلب في نقل حسابه من وسيط إلى وسيط آخر، هل يتولى وسيط البورصة إعداد محضر مع الحريف بحضور الطرفين يتعلق بضبط محتويات المحفظة؟		
في صورة نقل الحساب، هل تحول الأوراق المالية في أجل لا يتجاوز ثلاثة أيام عمل بالبورصة؟		
هل يقع إعلام شركة الإيداع والمقاصة والتسوية بطلب نقل الحساب؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
الواجبات العامة للإعلام بالعمليات المنجزة:		
هل يوجه وسيط البورصة إلى حريفة في ظرف 5 أيام عمل من تاريخ إنجاز عملية البورصة إشعارا بالتنفيذ؟		
هل يتضمن الإشعار بالتنفيذ التوصيات الوجوبية؟		
هل يتولى وسيط البورصة في ظرف خمسة أيام عمل بالبورصة بداية من يوم تسلم شهادة التعامل أو شهادة التسجيل من بورصة الأوراق المالية بتونس، تسليم الشركة المصدرة أو المؤسسة المكلفة بمسك دفتر المساهمين الوثائق اللازمة لشطب وتسجيل الملكية على دفتر تحويل ملكية المساهمين؟		
هل يرسل وسيط البورصة دوريا لحريفة كشفا للحساب إذا تضمن الحساب أوراق مالية أو أموال؟		
هل يوجه وسيط البورصة المرخص له المكلف بالإدارة مرة كل ثلاثة أشهر على الأقل لكل حريف صاحب حساب أوراق مالية كشفا للحساب؟		
إذا كانت الإجابة بنعم، هل يبين كشف الحساب رصيد الأوراق المالية والأموال في بداية الثلاثية وفي آخرها وكذلك العمليات المنجزة خلال تلك الثلاثية؟		
أوامر البورصة:		
هل يتم تحرير أوامر الحرفاء الكتابية في نظيرين يحملان التاريخ والساعة الموضوعين بواسطة آلة التأريخ الكهربائية وموقعين من طرف الحريف ووسيط البورصة؟		
هل تسلم إحدى النسختين للحريف؟		
هل يحتفظ وسيط البورصة بالنسخة الأخرى؟		
هل يتم تسجيل الأوامر الصادرة هاتفيا على معدات خاصة بالتسجيل الهاتفي؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
إذا كانت الإجابة بنعم، هل صادقت هيئة السوق المالية على المعدات الخاصة بالتسجيل الهاتفي؟		
هل يقع الاحتفاظ بالتسجيلات الهاتفية لمدة ستة أشهر على الأقل؟		
هل ينجر عن المكالمات الهاتفية تحرير أمر كتابي من طرف العون المكلف بتلقي المكالمات الهاتفية لدى وسيط البورصة؟		
هل تقع المطالبة بتأكيد المكالمات الهاتفية بواسطة أمر كتابي صادر عن صاحبه؟		
هل تتضمن أوامر البورصة التتبعات الوجوبية؟		
هل يحترم وسيط البورصة أولوية تنفيذ الأوامر؟		
هل يحترم وسيط البورصة أولوية تنفيذ أوامر الحرفاء على الأوامر المقدمة لفائدة وسيط البورصة ومسيريهِ والأشخاص العاملين تحت سلطته بأي عنوان كان؟		
هل يتمتع وسيط البورصة عن الالتجاء إلى وسيط آخر للقيام بعمليات تداول بالبورصة لحسابه الخاص؟		
مسك السجلات:		
هل يتولى وسيط البورصة مسك سجل لأوامر البيع والشراء المتقاة أو الصادرة عنه يتم توقيف الحساب بها يوميا؟		

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
إذا كانت الإجابة بنعم، هل يحتوي سجل الأوامر على التوصيات الوجوبية ⁽¹³⁾ ؟		
هل يتولى وسيط البورصة مسك سجل خاص ومستقل لتضمين العمليات التالية : - عمليات التدخل للحساب الخاص، - العمليات المنجزة لحساب الأشخاص العاملين تحت سلطته، - العمليات المنجزة لحساب مسيري المؤسسة المالكين لنسبة تفوق 30% من رأس المال، - المساهمات والتوظيفات العادية؟		
في صورة مسك السجلات على حوامل إعلامية، هل تولى وسيط البورصة إعلام هيئة السوق المالية بطبيعة الآلات المستعملة وخصائصها الفنية وكذلك بمكان استعمالها؟		

(13) للتذكير تتمثل التوصيات الوجوبية في:

- 1- غرض الأمر،
- 2- بيان الورقة المالية وتحديد خصائصها،
- 3- عدد السندات،
- 4- السعر المنصوص عليه من طرف الحريف،
- 5- حساب الحريف ومعرفه الوحيد،
- 6- اسم صاحب الأمر،
- 7- تاريخ وساعة توصل وسيط البورصة بذلك الأمر وتاريخ وساعة توصل الأشخاص المكلفين بالتداول بذلك الأمر،
- 8- بيان هل أن الأمر صادر عن الحريف أو ببادرة من وسيط البورصة في نطاق عقد إدارة محفظة أوراق مالية،
- 9- عدد السندات والسعر الذي تم به تنفيذ الأمر،
- 10- تاريخ وساعة التنفيذ،
- 11- بيان هل تم تنفيذ كامل الأمر أو جزء منه أو لم يتم تنفيذه.

الواجبات القانونية والترتيبية	احترام الواجب ⁽⁸⁾	تعليق المسؤول عن الرقابة
أحكام مختلفة:		
هل يتمّ وجوباً دفع كلّ مبلغ يفوق المبلغ المنصوص عليه بالتشريع الجاري به العمل المتعلق بدعم المجهود الدولي لمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال بواسطة تحويل أو بواسطة شيك أو بأي وسيلة دفع أخرى باسم الوسيط بالبورصة ⁽¹⁴⁾ ؟		
هل يتمتع وسيط البورصة عن كل ممارسة من شأنها المسّ من نزاهة المنافسة من خلال تحديد عمولات مفرطة الانخفاض؟		
هل يقع الاحتفاظ بالسجلات والحوامل الإعلامية وغيرها من الوثائق المبيّنة للعمليات المنجزة لمدة 15 سنة على الأقل؟		
هل يضبط وسيط البورصة بصفة يومية قوائم في أرصدة حسابات الحرفاء الدائنة والمدينة والسيولة الخاصة به؟		
هل يتولى وسيط البورصة الفصل في مسك محاسبته بين المساهمات والتوظيفات الراجعة له بعنوان التدخل للحساب الخاص والتي هي بعنوان تغطية الإصدارات والتي هي بعنوان التخصص في صناعة السوق والتي هي بعنوان حمل الأسهم لفائدة الغير، وبين غيرها من المساهمات والتوظيفات؟		

2.3 مراقبة احترام الواجبات القانونية والترتيبية الأخرى:

يقدم المسؤول عن الرقابة في شكل جدول نتائج مراقبة احترام الواجبات الأخرى التي لم يقع التنصيص عليها صلب القسم 1.3 من التقرير.

الواجبات القانونية والترتيبية	الأساس القانوني (المراجع القانونية)	تعليق المسؤول عن الرقابة

⁽¹⁴⁾ للتذكير يساوي هذا المبلغ 5000 دينار طبقاً للتشريع الجاري به العمل حالياً.

4- بيان الإجراءات المتخذة أو المزمع اتخاذها من قبل الوسيط لتسوية الإخلالات والنقصان التي عاينها المسؤول عن الرقابة:

1.4 متابعة الاجراءات المتخذة أو المزمع اتخاذها لتسوية الإخلالات والنقصان التي تمت الإشارة إليها صلب هذا التقرير:

الإخلالات والنقصان المعايينة	تاريخ الوقوع و/أو المعايينة	تاريخ إعلام الإدارة العامة	التدابير التي تمّ اتخاذها أو المزمع اتخاذها لتلافيها	مدى تقدم التدابير المتخذة لتلافيها

2.4 متابعة الإجراءات المتخذة أو المزمع اتخاذها لتسوية الإخلالات والنقصان المشار إليها صلب التقارير السابقة والتي لم يتم تسويتها بعد:

الإخلالات والنقصان المعايينة	تاريخ الوقوع و/أو المعايينة	تاريخ إعلام الإدارة العامة	التدابير التي تمّ اتخاذها أو المزمع اتخاذها لتلافيها	مدى تقدم التدابير المتخذة لتلافيها

تونس في.....
إمضاء المسؤول عن الرقابة

Modèle du Rapport du responsable du contrôle (Période couverte par le présent rapport: du..... au.....)

1. Présentation générale de l'intermédiaire en bourse :

1.1 Dénomination sociale de l'intermédiaire en bourse :

Agrément n°.... du :

Adresse :

Code postal. :

Téléphone(s) :

Fax :

Adresse électronique :

Site web:

1.2 Coordonnées (adresse, téléphones, fax, Email) des succursales, si elles existent :

1.3 Informations relatives au responsable de contrôle :

Identité :

Coordonnées téléphoniques :

Adresse électronique :

1.4 Activités soumises à un agrément préalable :

Activité	Agréée? ⁽¹⁾	Date d'agrément	Exercée effectivement ? ⁽¹⁾
Démarchage financier			
Listing sponsor			
Gestion individuelle de portefeuille			
Gestion de portefeuille pour le propre compte			
Gestion de portefeuille au profit d'OPCVM			
Portage d'actions			
Placement de valeurs mobilières et de produits financiers			
Contrepartie			
Tenue de marché			
Garantie de bonne fin des émissions			
Spécialiste en valeurs du trésor			

1.5 Activités nécessitant le dépôt d'un cahier des charges :

.....

1.6 Activités connexes :

(citer les autres activités exercées mais non soumises à un agrément préalable)

.....

⁽¹⁾ répondre par oui ou non

1.7 Structure du capital social arrêtée au.....

Identité de l'actionnaire	Nationalité	Adresse	Nombre d'actions détenues	Montant libéré	Les titres sont-ils grevés de restrictions (2) ?	Taux de libération	% de détention dans le capital	L'actionnaire a-t-il un compte en valeurs mobilières chez l'intermédiaire ? (2)
TOTAL							100%	

1.8 Etat des transactions sur le capital de la société réalisées durant la période couverte par le rapport :

Date de la transaction	Acquéreur			Vendeur			% de capital détenu par l'acquéreur suite à la transaction	Prix de cession par action
	Identité	Nationalité	Quantité	Identité	Nationalité	Quantité		

(2) Répondre par oui ou non

1.9 Evolution du capital depuis la création :

Capital initial :.....

Valeur nominale actuelle :.....

Date de l'opération	Nature de l'opération (augmentation en numéraire ou par incorporation de réserves, élévation du nominal etc...)	Date de l'AGE ayant autorisée l'opération	Montant de l'opération	Montant du capital avant l'opération	Montant du capital après l'opération

1.10 Liste des dirigeants⁽³⁾ arrêtée au :

Identité	Fonction	Représenté par ⁽⁴⁾	Mandat		Le dirigeant a-t-il un compte en valeurs mobilières chez l'intermédiaire ? ⁽⁵⁾
			début	Fin	

⁽³⁾ Indiquer Président Directeur Général, Président du Conseil d'administration, Directeur général, administrateur, Directeur général adjoint, Président ou membre du directoire, Président ou membre du conseil de surveillance.

⁽⁴⁾ Au cas où un administrateur est une personne morale.

⁽⁵⁾ Répondre par oui ou non.

1.11 Etat des fonctions exercées par les dirigeants dans d'autres sociétés :

Identité du dirigeant	Sociétés	Objet social	Fonction Exercée

1.12 Liste des personnes travaillant au sein de l'intermédiaire en bourse, arrêtée au

Identité de la personne	Nature de la relation (contrat de travail, sous-traitance, détachement...)	Fonction (indiquer l'activité exercée et non pas le grade)	Diplôme	Date de début de la relation	La personne a-t-elle une carte professionnelle ? ⁽⁶⁾	La personne a-t-elle un compte en valeurs mobilières chez l'intermédiaire ? ⁽⁶⁾

⁽⁶⁾ Répondre par oui ou non

1.13 Références des comptes bancaires réservés aux fonds de la clientèle :

Banque	Agence	N° de compte

1.14 Références des comptes bancaires réservés aux avoirs propres:

Banque	Agence	N° de compte

1.15 Etat de la personne placée sous l'autorité de l'intermédiaire en bourse ayant fait l'objet de sanctions disciplinaires prises durant la période couverte par le rapport :

Identité de l'employé	Date de la sanction	Nature de la sanction	Motif

1.16 L'organisation actuelle (joindre une copie de l'organigramme nominatif actuel)

1.17 Etat des participations indirectes dans le capital d'autres sociétés d'intermédiation en bourse

Dénomination de l'intermédiaire	% de la participation indirecte

- 1.18 La description du matériel informatique et des autres équipements utilisés actuellement par l'intermédiaire en bourse (matériel nécessaire pour la connexion avec la BVMT et la STICODEVAM , système d'horodatage des ordres, enregistreur téléphonique, logiciel de gestion de portefeuille, logiciel de traitement des ordres de bourse ...)

.....

- 1.19 Les résolutions et décisions adoptées par les organes de délibération durant la période couverte par le rapport :

Date	Organe de délibération	Résolution/ décision adoptée

- 1.20 Les rapports du/des commissaire(s) aux comptes relatifs au dernier exercice

Rapport général

Exercice comptable	Opinion et Observations

Rapport spécial

Exercice comptable	Observations

Rapport sur le contrôle interne

Exercice comptable	Observations

2. Description et évaluation des moyens et informations mis à la disposition du responsable de contrôle :

Le responsable de contrôle doit décrire et évaluer les moyens et informations mis à sa disposition pour accomplir sa mission.

2.1 Moyens humains et matériels mis à la disposition du responsable de contrôle:

Le responsable de contrôle indique les moyens humains et matériels dont il dispose pour accomplir sa mission et notamment la mise à sa disposition du matériel informatique et autre.

2.2 Transmission de documents

Le responsable de contrôle doit indiquer la manière dont il accède à l'information (son accès aux différents systèmes d'information , sa présence à certaines réunions périodiques internes, etc).

Le responsable de contrôle doit indiquer pour chaque information reçue, à quelle fréquence il la reçoit, le traitement qui en est fait (contrôle, recoupement avec d'autres informations, etc) et ses commentaires éventuels.

Etat / Document / information	Fréquence	Traitement	Commentaires

2.3 Evaluation du responsable de contrôle sur les moyens et informations mis à sa disposition :

	Appréciation ⁽⁷⁾	Motivation de l'appréciation
Moyens matériels		
Moyens humains		
Accès à l'information		

⁽⁷⁾ Donner une note sur une échelle de 1 à 5, sachant que la note 5 correspond à l'appréciation positive la plus élevée.

3. Les remarques du responsable du contrôle concernant le respect par l'intermédiaire en bourse, ses dirigeants et par les personnes placées sous son autorité ou agissant pour son compte des dispositions légales et réglementaires :

- 3.1 Le contrôle du respect par l'intermédiaire en bourse, ses dirigeants et par les personnes placées sous son autorité ou agissant pour son compte des dispositions légales et réglementaires :

Le responsable de contrôle fournit ses réponses sous la forme d'un tableau comportant les obligations énoncées ci-après. Toute réponse doit être suivie d'un commentaire.

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
Conditions générales d'exercice des activités :		
L'intermédiaire dispose-t-il d'un local affecté exclusivement à l'exercice des activités professionnelles ?		
Le local est-il doté d'un système d'alarme contre le vol ?		
Le local est-il doté d'un détecteur d'incendie ?		
Le local est-il doté d'un coffre-fort pour la garde des espèces nécessaires à l'exercice des activités ?		
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il du matériel informatique nécessaire à la connexion au système d'information en temps réel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis ?		
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il du matériel informatique nécessaire à la connexion au système de livraison en vigueur auprès de la Société de Dépôt, de Compensation et de Règlement ?		
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'un équipement d'enregistrement téléphonique nécessaire pour recevoir les ordres téléphonés ?		

⁽⁸⁾ Répondre par oui (O), non (N), partiellement (P), non applicable (NA)

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'un système permettant l'horodatage des ordres initiés par lui ou reçus du client?		
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'une police d'assurance valable contre les risques matériels inhérents à son activité (la perte, le vol et la destruction des fonds qui lui sont confiés par les clients...) et ce pour le siège et toutes les succursales ?		
Les documents utilisés par l'intermédiaire en bourse portent-ils la mention "intermédiaire en bourse" ?		
Les documents utilisés par l'intermédiaire en bourse portent-ils la référence et la date de l'agrément définitif ?		
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'un manuel de procédures ?		
Si oui :		
Le manuel de procédures comporte-t-il la description de son organigramme?		
Le manuel de procédures comporte-t-il la description de ses différentes structures fonctionnelles et opérationnelles?		
Le manuel de procédures comporte-t-il la description des postes et la définition de la délégation des pouvoirs et des responsabilités ?		
Le manuel de procédures comporte-t-il les procédures décrivant le processus de déroulement des différentes opérations y compris les procédures de traitement informatisé, en identifiant les opérations de contrôle nécessaires aux étapes d'autorisation, d'exécution et d'enregistrement eu égard aux objectifs de contrôle interne ?		
Le manuel de procédures comporte-t-il l'organisation et les procédures comptables ainsi que les règles de traitement des opérations ?		
L'organisation interne et les procédures mises en place par l'intermédiaire en bourse garantissent-elles la bonne application des prescriptions de vigilance et d'information prévues par les textes législatifs et réglementaires relatifs à la répression du blanchiment d'argent ?		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'un règlement intérieur ?		
Si oui :		
Le règlement intérieur prévoit-il les conditions dans lesquelles les dirigeants et les personnes placées sous l'autorité de l'intermédiaire en bourse peuvent effectuer des opérations sur valeurs mobilières pour leur compte propre et les conditions dans lesquelles ils l'informent de ces opérations ?		
Le règlement intérieur prévoit-il les dispositions prises en vue d'éviter la circulation induite d'informations confidentielles ?		
Le règlement intérieur prévoit-il les conflits d'intérêts pouvant surgir et les modes de leur résolution ?		
L'intermédiaire en bourse respecte-t-il le seuil maximum de participation directe ou indirecte au capital d'une autre société d'intermédiation en bourse soit 30 % du capital ?		
L'intermédiaire en bourse respecte-t-il l'obligation de ne pas détenir d'actions d'une autre société par actions, laquelle détient elle même une fraction de son capital supérieure à dix pour cent ? (participations croisées)		
La société d'intermédiation en bourse satisfait-elle aux prescriptions légales relatives au capital minimum ⁽⁹⁾ libéré ?		

(9)

- 1.000.000 D, si la société a été agréée pour l'exercice des activités de négociation et d'enregistrement en bourse de valeurs mobilières et produits financiers, de conseil financier, de démarchage financier, de gestion de portefeuille de valeurs mobilières et de portage d'actions,
- 3.000.000 D, si la société a été agréée outre les activités ci-dessus citées, pour l'exercice des activités de contrepartie, de tenue de marché, de garantie de bonne fin d'émissions ou de l'une de ces activités.
- 5.000.000 D, si la société a été agréée outre les activités ci-dessus citées, en tant que spécialiste en valeurs du trésor.

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
Les dirigeants de l'intermédiaire en bourse répondent-ils toujours aux conditions légales ⁽¹⁰⁾ relatives à leur nomination ?		
Le Président Directeur Général, le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, le président ou du membre du directoire d'un intermédiaire en bourse respectent-ils l'obligation de ne pas exercer au même temps aucune fonction dans une autre société d'intermédiation en bourse, dans une société cotée ou dans un établissement de crédit ?		
Les salariés de la société respectent-ils l'obligation de ne pas être en même temps salariés d'un autre intermédiaire en bourse, d'une société cotée ou d'un établissement de crédit ?		
Non cumul des tâches et séparation des structures :		
L'organisation existante de l'intermédiaire en bourse prévoit-elle l'affectation d'une personne au moins pour chaque activité ⁽¹¹⁾ ?		
L'intermédiaire en bourse distingue-t-il au sein de son établissement entre une structure chargée de recevoir et traiter les ordres et une structure chargée		

(10) Un dirigeant ne doit pas :

- avoir fait l'objet d'une condamnation pour faux en écriture, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie, pour extorsion de fonds ou valeurs, pour soustraction commise par dépositaire public, pour émission de chèque sans provision, pour recel de choses obtenues à l'aide de ces infractions et pour infraction à la réglementation des changes, ou pour infraction aux textes législatifs et réglementaires relatifs à la répression du blanchiment d'argent,
- avoir fait l'objet d'une condamnation pour un délit intentionnel et pour laquelle il n'a pas été réhabilité ;
- tomber sous le coup d'un jugement définitif de faillite.
- avoir été administrateur ou gérant de sociétés déclarées en faillite et que cette faillite lui a été étendue personnellement ou qu'il n'a pas été condamné en vertu des articles du code pénal relatifs à la banqueroute.

(11) L'intermédiaire en bourse doit affecter à chacune des activités suivantes auxquelles il se livre, une personne au moins qui ne pourra pas cumuler avec d'autres activités :

- la négociation et l'enregistrement des valeurs mobilières et des produits financiers;
- la gestion individuelle de portefeuilles en valeurs mobilières ;
- la gestion de portefeuilles en valeurs mobilières pour le compte propre de l'intermédiaire en bourse ;
- la gestion de portefeuilles en valeurs mobilières au profit d'OPCVM ;
- la tenue de marché ;
- le démarchage financier

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
d'exécuter les ordres en bourse ?		
L'intermédiaire en bourse a-t-il mis en place une organisation et des structures assurant l'indépendance des activités exercées et prévenant la circulation indue d'informations ?		
Existe-t-il un service organiquement autonome dédié à l'activité de gestion de portefeuille ?		
Les personnes affectées au service de gestion de portefeuille respectent-elles l'interdiction d'exercer les fonctions de négociation ?		
L'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'un service distinct chargé de la gestion des portefeuilles de valeurs mobilières des personnes placées sous son autorité, de ses dirigeants, de sa filiale ou celui d'un actionnaire détenant plus de 30 % de son capital, de celui dédié à l'activité de gestion de portefeuille pour le compte d'autrui ?		
Cartes professionnelles :		
Le(s) personne(s) placée(s) sous l'autorité ou agissant pour le compte de l'intermédiaire en bourse, chargée(s) de la fonction de négociateur de valeurs mobilières et produits financiers sont-elles titulaires d'une carte professionnelle ?		
Le(s) personne(s) placée(s) sous l'autorité ou agissant pour le compte de l'intermédiaire en bourse, chargée(s) de la fonction de teneur de marché sont-elles titulaires d'une carte professionnelle ?		
Les personne(s) placée(s) sous l'autorité ou agissant pour le compte de l'intermédiaire en bourse, chargée(s) de la fonction de gestionnaire de portefeuille en valeurs mobilières sont-elles titulaires d'une carte professionnelle ?;		
Les personne(s) placée(s) sous l'autorité ou agissant pour le compte de l'intermédiaire en bourse, chargée(s) de la fonction de démarcheur financier sont-elles titulaires d'une carte professionnelle ?		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
Avoirs des clients :		
l'intermédiaire en bourse dispose-t-il d'un compte bancaire professionnel réservé exclusivement aux espèces revenant à ses clients?		
L'intermédiaire en bourse s'abstient-il de toute utilisation des avoirs des clients pour son compte propre ?		
Opérations pour compte des dirigeants de l'intermédiaire en bourse et des personnes placées sous son autorité:		
Les opérations effectuées pour le compte propre des dirigeants de l'intermédiaire en bourse et des personnes placées sous son autorité passent-elles par le biais de compte titres domicilié chez ce même intermédiaire en bourse ?		
Les personnes placées sous l'autorité d'un intermédiaire en bourse s'abstiennent elles de réaliser des opérations pour leur propre compte sur les valeurs dont elles ont la responsabilité ?		
Les personnes placées sous l'autorité de l'intermédiaire en bourse s'abstiennent elles d'agir en tant que mandataires personnels des clients autres que leurs enfants mineurs, leurs conjoints et leurs ascendants de premier degré ?		
Information/ accord préalable du Conseil du Marché Financier :		
L'intermédiaire en bourse a-t-il déposé auprès du conseil du marché financier, le premier jour ouvrable de chaque année, des justificatifs du paiement de la prime, de la nature des risques couverts et de l'étendue de la garantie ?		
Le Conseil du Marché Financier a-t-il été informé préalablement de toute modification de la structure du capital de l'intermédiaire en bourse portant sur une proportion supérieure ou égale à dix pour cent ?		
Le Conseil du Marché Financier a-t-il été informé préalablement de tout changement de la dénomination sociale de l'intermédiaire en bourse?		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
Le Conseil du Marché Financier a-t-il été informé préalablement de tout changement au niveau de l'organisation et du contrôle interne de l'intermédiaire en bourse?		
Le Conseil du Marché Financier a-t-il été informé de toute sanction disciplinaire prise à l'encontre d'un membre du personnel de l'intermédiaire en bourse pour non respect de ses obligations professionnelles ?		
Si oui, le Conseil du Marché Financier a-t-il été informé de l'identité de la personne sanctionnée ainsi que des motifs de la sanction ?		
L'intermédiaire en bourse a-t-il procédé au dépôt d'une copie du règlement intérieur au Conseil du marché financier ?		
L'accord préalable du Conseil du Marché Financier a-t-il été sollicité et obtenu dans le cas de transfert dans un nouveau local de toute ou partie des activités ?		
L'accord préalable du Conseil du Marché Financier a-t-il été sollicité et obtenu dans le cas d'ouverture d'une succursale ou d'une agence ?		
L'accord préalable du Conseil du Marché Financier a-t-il été sollicité et obtenu dans le cas de nomination d'un nouveau dirigeant ?		
L'accord préalable du Conseil du Marché Financier a-t-il été sollicité et obtenu dans le cas de la création d'une filiale ?		
L'accord préalable du Conseil du Marché Financier a-t-il été sollicité et obtenu pour toute opération de fusion avec d'autres sociétés d'intermédiation en bourse ?		
L'accord préalable du Conseil du Marché Financier a-t-il été sollicité et obtenu pour toute acquisition d'une proportion du capital de la société d'intermédiation en bourse par une ou plusieurs personnes entraînant la détention directe ou indirecte de quarante pour cent au moins des droits de vote à condition qu'aucun autre actionnaire ne détienne une proportion supérieure ?		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
L'intermédiaire en bourse a-t-il déposé auprès du Conseil du Marché Financier, dans un délai maximum de trois mois de la date de clôture de l'exercice comptable, les états financiers prévus par la législation en vigueur ainsi que le rapport du commissaire aux comptes ?		
L'intermédiaire en bourse a-t-il déposé auprès du Conseil du Marché Financier, dans un délai maximum de dix jours de la fin de chaque mois, les états mensuels ⁽¹²⁾ de transactions ?		
Les états mensuels de transactions sont-ils établis selon les modèles fixés par le Conseil du Marché Financier ?		
L'intermédiaire en bourse procède-t-il à l'envoi ou au dépôt au Conseil du Marché Financier des états prudentiels ?		
Si oui, le dépôt ou l'envoi des états prudentiels est-il fait dans les délais réglementaires ?		
L'intermédiaire en bourse a-t-il informé le Conseil du Marché Financier de toute insuffisance des fonds propres nets par rapport à la couverture exigée des risques, et ce le premier jour ouvrable qui suit cette constatation ?		
Responsable de contrôle :		
Le responsable de contrôle veille-t-il au respect, par les personnes placées sous l'autorité de l'intermédiaire en bourse ou agissant pour son compte, des		

⁽¹²⁾ Ces états doivent comporter les opérations suivantes :

- les opérations effectuées pour le compte de la clientèle,
- les opérations effectuées pour le compte d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières,
- les opérations effectuées pour son propre compte,
- les opérations effectuées pour le compte des personnes placées sous son autorité,
- les opérations effectuées pour le compte de ses dirigeants,
- les opérations effectuées pour le compte des personnes placées sous l'autorité du Conseil du Marché Financier, de la bourse des valeurs mobilières de Tunis et de la société de dépôt, de compensation et de règlement;
- les montants versés à la bourse des valeurs mobilières de Tunis au titre des commissions sur les transactions boursières

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables et notamment les règles de déontologie ?		
Le responsable du contrôle communique-t-il son rapport, semestriellement, au conseil d'administration ou au directoire de la société et au Conseil du Marché Financier et ce, dans un délai maximum d'un mois de la fin de chaque semestre ?		
La désignation du responsable du contrôle actuellement en exercice a-t-elle été approuvée par le Conseil du Marché Financier ?		
Le Conseil du Marché Financier a-t-il été informé de la démission du responsable du contrôle précédent ou de toute décision mettant fin à ses fonctions ainsi que de ses motifs ?		
Règles prudentielles :		
L'intermédiaire en bourse a-t-il disposé en permanence, durant la période couverte par le présent rapport, des fonds propres nets égaux ou supérieurs à la somme des fonds propres nets destinés à couvrir les risques inhérents aux valeurs qui composent son portefeuille ?		
Si non, l'intermédiaire en bourse a-t-il procédé à la régularisation de toute insuffisance de fonds propres nets par rapport à la couverture exigée des risques, dans les 48 heures ?		
Si non, l'intermédiaire en bourse a-t-il obtenu un délai plus long du conseil du marché financier pour régulariser sa situation?		
Démarchage financier :		
L'intermédiaire en bourse a-t-il un ou plusieurs démarcheurs ?		
L'intermédiaire en bourse a-t-il délivré une carte professionnelle au(x) démarcheur(s) ?		
Si oui, l'intermédiaire en bourse a-t-il déposé auprès du Conseil du Marché Financier une déclaration écrite contenant l'identité et l'adresse de la personne candidate au poste de «démarcheur», préalablement à la délivrance de la carte de démarchage financier ?		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
L'intermédiaire en bourse a-t-il déposé au Conseil du Marché Financier le modèle de la carte professionnelle relative au démarchage ?		
La carte de démarcheur délivrée par l'intermédiaire en bourse est-elle conforme au modèle déposé au Conseil du Marché Financier ?		
L'intermédiaire en bourse a-t-il notifié au Conseil du Marché Financier le retrait ou le refus de renouvellement d'une carte de démarchage financier?		
Une note d'information est elle établie sur chacune des valeurs proposées lors des opérations de démarchage ?		
Si oui, l'intermédiaire en bourse communique-t-il au conseil du marché financier, préalablement aux opérations de démarchage, la note d'information ?		
L'intermédiaire en bourse procède-t-il à la remise ou à l'envoi de la note d'information à la personne sollicitée lors des opérations de démarchage, et ce, préalablement à toute engagement?		
L'intermédiaire en bourse constate-t-il tout engagement pris sur les titres, à la suite d'une opération de démarchage financier, par un écrit ?		
Si oui, l'écrit mentionne-t-il la date de la signature de l'engagement ?		
Le démarcheur s'abstient il de recevoir de la personne sollicitée des espèces, des effets de commerce, ou des chèques au porteur ou à son ordre ?		
Gestion de portefeuille pour le compte d'autrui :		
L'intermédiaire en bourse matérialise-t-il tout mandat de gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, par une convention écrite de gestion signée avec le client ?		
L'intermédiaire en bourse communique-t-il au client au moins trimestriellement une évaluation de son portefeuille et le résultat dégagé sur la période écoulée ?		
Ouverture et transfert de comptes :		
L'intermédiaire en bourse affecte-t-il à chaque client un identifiant unique		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
pour tous les comptes ouverts ?		
L'intermédiaire en bourse fait-il mention de l'identifiant unique sur toutes les correspondances et extraits adressés ou remis au client ?		
Préalablement à l'ouverture d'un compte, l'intermédiaire en bourse procède-t-il à la vérification de l'identité et de l'adresse du client ?		
Préalablement à l'ouverture d'un compte, l'intermédiaire en bourse procède-t-il à la vérification de la capacité de s'engager du client ?		
Préalablement à l'ouverture d'un compte, l'intermédiaire en bourse procède-t-il à la vérification de la validité des pouvoirs du mandataire lorsqu'il s'agit d'une personne morale ou d'une personne incapable ?		
Préalablement à l'ouverture d'un compte, l'intermédiaire en bourse procède-t-il à l'établissement d'un formulaire pour chaque client ?		
Si oui, le formulaire d'ouverture de compte a-t-il été agréé par le Conseil du Marché Financier ?		
Préalablement à l'ouverture d'un compte, les mentions obligatoires contenues dans le formulaire d'ouverture de compte sont-elles dûment remplies ?		
Le formulaire d'ouverture de compte est-il mis à jour régulièrement ?		
L'intermédiaire en bourse procède-t-il à l'établissement systématique d'une convention écrite pour toute ouverture d'un compte client ?		
Si oui, la convention d'ouverture de compte est-elle approuvée par le Conseil du Marché Financier ?		
L'intermédiaire en bourse veille-t-il à ce que ces clients aient connaissance des risques inhérents à la nature des opérations que ces derniers envisagent d'effectuer ?		
L'intermédiaire en bourse informe-t-il le client, lors de l'établissement de la convention de compte, du barème des commissions qui lui seront facturées en rémunération des services rendus ?		
L'intermédiaire en bourse informe-t-il le client, par tout moyen laissant une trace écrite, de tout projet de modification des commissions et ce, dans un		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
délai de quarante cinq jours au moins avant la date de son application ?		
L'intermédiaire en bourse précise-t-il, par écrit, au client qu'il dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de l'avis de modification des commissions pour s'y opposer?		
L'intermédiaire en bourse établit-il avec le client un procès-verbal contradictoire relatif à l'arrêt de la composition du portefeuille et ce, lors de la demande de transfert de son compte auprès d'un autre intermédiaire en bourse?		
En cas de transfert de compte, les titres sont-ils transférés dans un délai ne dépassant pas trois jours de bourse ?		
La demande de transfert de compte est-elle portée à la connaissance de la société de dépôt, de compensation et de règlement ?		
Obligations générales d'information sur les opérations réalisées:		
L'intermédiaire en bourse communique-t-il à son client dans les cinq jours ouvrables qui suivent le jour de la réalisation d'une opération en bourse, un avis d'exécution ?		
L'avis d'exécution comporte-t-il les mentions obligatoires ?		
L'intermédiaire en bourse communique-t-il à la société émettrice ou à l'organisme chargé de la tenue du registre des actionnaires les documents nécessaires à la radiation et à l'immatriculation sur le registre de transfert et ce, dans un délai maximum de 5 jours de bourse à compter de la délivrance de l'attestation de négociation ou d'enregistrement par la bourse.		
L'intermédiaire en bourse communique-t-il d'une façon périodique à son client, un état de son compte lorsque ce dernier présente un solde en espèces ou en titres ?		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
L'intermédiaire en bourse, agréé administrateur adresse-t-il, au moins une fois par trimestre, à chaque client titulaire d'un compte de valeurs mobilières un relevé de compte?		
Si oui, le relevé de compte mentionne-t-il le solde de début du trimestre en valeurs mobilières et en espèces, le solde de fin du trimestre en valeurs mobilières et en espèces ainsi que les opérations réalisées au cours du trimestre ?		
Ordres de bourse :		
Les ordres clients transmis par écrit, sont ils établis en double exemplaires dûment horodatés et signés par le client et l'intermédiaire en bourse ?		
L'un des deux exemplaires est-il remis au client ?		
L'autre exemplaire est-il conservé par l'intermédiaire en bourse ?		
Les ordres téléphonés sont-ils enregistrés sur un équipement d'enregistrement téléphonique?		
Si oui, l'équipement d'enregistrement téléphonique a-t-il été agréé par le Conseil du Marché Financier ?		
Les enregistrements téléphoniques sont-ils conservés pendant une durée d'au moins six mois ?		
La conversation est elle matérialisée par le préposé de l'intermédiaire en bourse chargé de recevoir les communications téléphoniques au moyen d'une transcription écrite ?		
Une confirmation écrite est-elle exigée du donneur d'ordre en cas d'ordre téléphonique ?		
Les ordres de bourse portent-ils les mentions obligatoires ?		
L'intermédiaire en bourse respecte-il la priorité d'exécution des ordres ?		
L'intermédiaire en bourse respecte-t-il la priorité d'exécution des ordres des clients sur les ordres initiés pour son propre compte, pour celui de ses		

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
dirigeants et des personnes placées sous son autorité à quelque titre que ce soit ?		
L'intermédiaire en bourse s'abstient-il de recourir aux services d'un autre intermédiaire en bourse pour réaliser une opération de négociation en bourse pour son propre compte ?		
Tenue des registres :		
L'intermédiaire en bourse tient-il un registre des ordres d'achat et de vente reçus ou initiés, arrêté quotidiennement?		
Si oui, le registre des ordres fait-il état des mentions obligatoires ⁽¹³⁾ ?		
L'intermédiaire en bourse tient-il un registre spécial indépendant pour chacune des opérations suivantes : - les opérations de contrepartie, - les opérations effectuées pour le compte des personnes placées sous son autorité, - les opérations effectuées pour le compte des dirigeants détenant plus que 30 % de son capital,		

⁽¹³⁾ A titre de rappel, les mentions obligatoires sont :

- 1) le sens de l'ordre,
- 2) la désignation et les caractéristiques de la valeur mobilière,
- 3) le nombre de titres,
- 4) l'indication du cours stipulé par le client,
- 5) le compte sur lequel l'ordre porte ainsi que l'identifiant unique de son titulaire,
- 6) le nom du donneur d'ordre;
- 7) la date et l'heure de la réception de l'ordre par l'intermédiaire ainsi que la date et l'heure de sa réception par le personnel affecté à la négociation,
- 8) l'indication que l'ordre est donné par le client ou initié par l'intermédiaire en bourse en vertu d'une convention de gestion de portefeuille de valeurs mobilières,
- 9) le prix d'exécution de l'ordre et la quantité exécutée,
- 10) la date et l'heure d'exécution de l'ordre,
- 11) la précision que l'ordre a été exécuté totalement ou partiellement ou qu'il n'a reçu aucune exécution.

Obligations légales et réglementaires	Respect de l'obligation ⁽⁸⁾	Commentaires du responsable de contrôle
- les participations et placements ordinaires ?		
En cas de tenue des registres sur des supports informatiques, l'intermédiaire en bourse a-t-il informé le Conseil du Marché Financier de la nature du matériel à utiliser, de ses caractéristiques techniques ainsi que du lieu de son utilisation ?		
Dispositions diverses :		
Tout paiement pour un montant supérieur au montant prévu par la législation en vigueur relative au soutien des efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, est-il obligatoirement effectué, au nom de l'intermédiaire en bourse par virement, chèque ou tout autre moyen de paiement ⁽¹⁴⁾ ?		
L'intermédiaire en bourse s'abstient-il de toute pratique génératrice de concurrence déloyale à travers des commissions excessivement basses ?		
Les registres, les supports informatiques et autres documents constatant les opérations réalisées sont-ils conservés pendant 15 ans au moins?		
L'intermédiaire en bourse procède-t-il à l'arrêté quotidien des états de soldes des comptes clients créditeurs et débiteurs et de sa liquidité ?		
Une ségrégation, est-elle effectuée au sein de la tenue de la comptabilité, entre les participations et placements détenus au titre de la contrepartie, ceux détenus au titre de la garantie de bonne fin d'émissions, ceux détenus au titre de la tenue de marché, les actions détenues au titre de portage et les autres participations et placements ?		

(14) A titre de rappel, ce montant est de 5000 dinars et ce selon la réglementation actuellement en vigueur.

3.2 Le contrôle du respect des autres obligations légales et réglementaires :

Le responsable de contrôle fournit sous la forme d'un tableau le résultat du contrôle des obligations autres que celles prévues à la rubrique 3.1 :

Obligations légales et réglementaires	Fondement Juridique (références légales)	Commentaires

4. Les mesures que l'intermédiaire en bourse a prises ou compte prendre pour régulariser les insuffisances et les irrégularités constatées par le responsable de contrôle :

4.1 Le suivi des mesures prises ou à prendre pour la régularisation des insuffisances et des irrégularités signalées dans le présent rapport :

Les irrégularités et insuffisances constatées	Date de survenance et/ou de constatation	Date d'information de la Direction Générale	Mesures correctives prises ou projetées	Etat d'avancement des mesures correctives

- 4.2 Le suivi des mesures prises ou à prendre pour la régularisation des insuffisances et des irrégularités signalées dans les rapports précédents et non encore régularisées:

Les irrégularités et insuffisances constatées	Date de survenance et/ou de constatation	Date d'information de la Direction Générale	Mesures correctives prises ou projetées	Etat d'avancement des mesures correctives

Tunis le,.....
Signature du responsable du contrôle

**SITUATION TRIMESTRIELLE DE GENERALE OBLIGATAIRE SICAV
ARRETEE AU 31/12/2008**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2008.

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 27 mars 2006 et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «GENERALE - OBLIG SICAV» pour la période allant du premier Octobre au 31 Décembre 2008, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : 11.945.813, un actif net D : 11.911.022 ,et un bénéfice de la période de D : 126.035.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société «GENERALE- OBLIG SICAV» comprenant le bilan au 31 Décembre 2008, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

1-La direction de la société est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

2-Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

3-A notre avis, les états financiers trimestriels de la Société «GENERALE- OBLIG SICAV», annexés au présent rapport, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 Décembre 2008, ainsi que de la performance financière et de la variation de l'actif net pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

4-Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous faisons signaler que les emplois en titres émis par La « CIL » représentent 12,36% de l'actif net, se situant ainsi au-dessus du seuil de 10% fixé par l'article 29 de la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif.

Le commissaire aux comptes :
FINOR

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2008

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF	Note	31/12/2008	31/12/2007
Portefeuille-titres	4	8 330 959,035	7 072 181,131
Obligations et valeurs assimilées		7 607 679,749	6 431 923,417
Titres des Organismes de Placement Collectif		723 279,286	640 257,714
Placements monétaires et disponibilités		3 612 835,797	2 167 900,005
Placements monétaires	6	2 989 348,152	1 742 096,293
Disponibilités		623 487,645	425 803,712
Créances d'exploitation		2 017,738	1 524,119
TOTAL ACTIF		11 945 812,570	9 241 605,255
PASSIF			
Opérateurs créditeurs	8	20 047,616	15 986,854
Autres créditeurs divers	9	14 743,026	14 554,479
TOTAL PASSIF		34 790,642	30 541,333
ACTIF NET			
Capital	12	11 373 837,402	8 753 946,474
Sommes distribuables			
Sommes distribuables de l'exercice clos		40 896,667	31 064,053
Sommes distribuables de l'exercice en cours		496 287,859	426 053,395
ACTIF NET		11 911 021,928	9 211 063,922
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		11 945 812,570	9 241 605,255

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars tunisien)

	Note	du 01/10/2008 au 31/12/2008	du 01/01/2008 au 31/12/2008	du 01/10/2007 au 31/12/2007	du 01/01/2007 au 31/12/2007
Revenus du portefeuille-titres	5	99 970,909	449 529,106	84 992,868	420 475,004
Revenus des obligations et valeurs assimilées		98 050,639	388 191,566	81 702,892	329 932,833
Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif		1 920,270	61 337,540	3 289,976	90 542,171
Revenus des placements monétaires	7	31 762,328	103 527,789	20 339,424	80 126,121
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		131 733,237	553 056,895	105 332,292	500 601,125
Charges de gestion des placements	10	(18 280,840)	(69 998,294)	(14 221,703)	(57 161,112)
REVENU NET DES PLACEMENTS		113 452,397	483 058,601	91 110,589	443 440,013
Autres charges	11	(1 785,233)	(7 038,370)	(1 783,564)	(7 076,130)
Autres produits		-	-	-	9,799
RESULTAT D'EXPLOITATION		111 667,164	476 020,231	89 327,025	436 373,682
Régularisation du résultat d'exploitation		23 281,013	20 267,628	14 985,489	(10 320,287)
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		134 948,177	496 287,859	104 312,514	426 053,395
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(23 281,013)	(20 267,628)	(14 985,489)	10 320,287
Plus ou moins values réalisées sur titres		12 081,433	7 079,225	4 474,934	(39 600,023)
Variation plus ou moins values potentielles sur titres		2 286,193	(1 391,927)	4 624,436	(4 316,517)
RESULTAT DE LA PERIODE		126 034,790	481 707,529	98 426,395	392 457,142

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

Note	du 01/10/2008 au 31/12/2008	du 01/01/2008 au 31/12/2008	du 01/10/2007 au 31/12/2007	du 01/01/2007 au 31/12/2007
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPL	126 034,790	481 707,529	98 426,395	392 457,142
Résultat d'exploitation	111 667,164	476 020,231	89 327,025	436 373,682
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	2 286,193	(1 391,927)	4 624,436	(4 316,517)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	12 081,433	7 079,225	4 474,934	(39 600,023)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	-	(496 540,800)	-	(399 541,500)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	733 552,313	2 714 791,277	402 871,206	(1 178 036,149)
Souscriptions				
- Capital	2 435 718,560	16 244 277,280	2 430 062,830	9 959 935,542
- Régularisation des sommes non distribuables	(1 671,690)	(20 219,487)	(12 480,939)	(23 369,458)
- Régularisation des sommes distribuables	99 965,879	627 862,215	113 337,598	425 419,898
Rachats				
- Capital	(1 727 106,400)	(13 626 519,040)	(2 041 332,110)	(11 077 933,026)
- Régularisation des sommes non distribuables	782,399	16 664,877	10 262,695	27 825,060
- Régularisation des sommes distribuables	(74 136,435)	(527 274,568)	(96 978,868)	(489 914,165)
VARIATION DE L'ACTIF NET	859 587,103	2 699 958,006	501 297,601	(1 185 120,507)
ACTIF NET				
En début de période	11 051 434,825	9 211 063,922	8 709 766,321	10 396 184,429
En fin de période	11 911 021,928	11 911 021,928	9 211 063,922	9 211 063,922
NOMBRE D'ACTIONS				
En début de période	108 013	88 674	84 754	99 948
En fin de période	115 191	115 191	88 674	88 674
VALEUR LIQUIDATIVE	103,402	103,402	103,876	103,876
TAUX DE RENDEMENT	1,06%	4,17%	1,08%	4,19%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Arrêtées au 31/12/2008

(Unité en Dinars Tunisiens)

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

La GENERALE-OBLIG SICAV est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 07 juillet 2000 à l'initiative de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » et a reçu l'agrément de Monsieur le Ministre des Finances en date du 10 Janvier 2000.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, GENERALE-OBLIG SICAV bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Les états financiers trimestriels arrêtés au 31 Décembre 2008, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états inclus dans les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le gestionnaire.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Evaluation des placements en obligations et valeurs assimilées

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement est répartie sur la période restante à courir et constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.3- Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.4- Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

NOTE 4: PORTEFEUILLE TITRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2008 à D : 8.330.959,035, s'analysant ainsi :

Désignation du titre	Nombre	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2008	% actif net
Obligations des sociétés et valeurs assimilés				
		7 409 230,000	7 607 679,749	63,87%
Obligations des sociétés				
		4 651 000,000	4 787 335,911	40,19%
AFRICA 2003 A	1 000	40 000,000	40 703,562	0,34%
AMEN LEASE 2001 B	1 000	30 000,000	30 636,986	0,26%
AMEN BANK 2006	3 000	270 000,000	282 421,334	2,37%
ATB BANK 2007/1	5 000	480 000,000	496 803,072	4,17%
ATL 2004/1	2 500	50 000,000	51 096,438	0,43%
ATL 2006/1	3 000	300 000,000	308 547,946	2,59%
E.SUB BH 2007/1	1 500	150 000,000	150 528,246	1,26%
BTKD 2006	5 000	300 000,000	300 575,342	2,52%
CIL 2002/3	600	24 000,000	25 088,877	0,21%
CIL 2003/1	1 000	40 000,000	40 448,000	0,34%
CIL 2004/1	2 000	120 000,000	121 712,219	1,02%
CIL 2004/2	1 300	52 000,000	54 201,950	0,46%
CIL 2007/2	3 150	315 000,000	329 052,787	2,76%
EL MAZRAA 2001	1 000	20 000,000	21 128,306	0,18%
EL WIFAK	500	30 000,000	30 790,685	0,26%
GL 2003-1	2 000	80 000,000	82 038,356	0,69%
GL 2004-1	3 500	140 000,000	147 875,956	1,24%
SKANES BEACH	1 000	60 000,000	61 954,521	0,52%
TUNISIE LEASING 2004-2	2 500	100 000,000	104 234,521	0,88%
TUNISIE LEASING 2006-1	3 000	180 000,000	181 205,260	1,52%
TUNISIE LEASING 2007-1	4 000	400 000,000	419 265,574	3,52%
UTL 2004	2 000	160 000,000	166 775,223	1,40%
UTL 2005/01	2 000	160 000,000	162 282,969	1,36%
UNIFACTOR 2008	2 000	200 000,000	208 348,493	1,75%
PANOBOIS 2007	500	50 000,000	51 894,794	0,44%
HL 2008/1	3 000	300 000,000	310 616,548	2,61%
ATL 2008/1	2 000	200 000,000	206 154,521	1,73%
E.SUB CIL 2008/1	4 000	400 000,000	400 953,425	3,37%
Bons du trésor assimilables				
		2 758 230,000	2 820 343,838	23,68%
BTA 7,50 04/2014 (acquis le 26/11/2004)	400	414 320,000	425 897,946	3,58%
BTA 7,50 04/2014 (acquis le 26/11/2004)	150	155 370,000	160 111,031	1,34%
BTA 7,50 04/2014 (acquis le 26/11/2004)	300	310 950,000	319 550,611	2,68%
BTA 8,25 07/2014 (acquis le 06/08/2002)	100	99 640,000	102 822,466	0,86%
BTA 6,00 03/2012 (acquis le 09/05/2006)	200	202 400,000	209 020,293	1,75%
BTA 6,00 03/2012 (acquis le 09/05/2006)	100	100 950,000	104 373,272	0,88%
BTA 6,10 10/2013 (acquis le 11/10/2006)	500	489 000,000	494 548,493	4,15%
BTA 6,10 10/2013 (acquis le 11/10/2006)	500	488 750,000	494 298,493	4,15%
BTA 6,75 07/2017 (acquis le 13/02/2008)	500	496 850,000	509 721,233	4,28%
Titres des Organismes de Pacement Collectif				
		715 248,946	723 279,286	6,07%

Titres des OPCVM		565 838,646	572 903,264	4,81%
SANADETT SICAV	2	215,771	216,098	0,00%
SICAV ENTREPRISE	1 030	105 162,316	107 344,540	0,90%
AXIS TRESORERIE	1 614	169 814,299	171 905,526	1,44%
UNIVERS SICAV	1 300	135 593,629	136 554,600	1,15%
FCP SALAMETT CAP	2 500	26 732,131	27 082,500	0,23%
FCP SALAMETT PLUS	2 500	25 147,500	26 035,000	0,22%
FINA SICAV	1 000	103 173,000	103 765,000	0,87%
Fonds commun de créances		149 410,300	150 376,022	1,26%
FCC BIAT P1	100	49 410,300	49 705,488	0,42%
FCC BIAT P2	100	100 000,000	100 670,534	0,85%
TOTAL		8 124 478,946	8 330 959,035	69,94%

NOTE 5: REVENUS DU PORTEFEUILLE TITRES

Les revenus du portefeuille-titres totalisent D : 99.970,909 pour la période allant du 01.10 au 31.12.2008, contre D : 84.992,868 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaillent comme suit :

	Trimestre 4 2008	Trimestre 4 2007
<u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u>	-	
<i>Revenus des obligations</i>		
- intérêts	60 796,798	51 254,674
<i>Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier</i>		
- intérêts (BTNB, BTA)	37 253,841	30 448,218
<u>Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif</u>		
<i>Revenus des Titres OPCVM</i>		
<i>Revenus des parts de Fonds communs de créances</i>		
- intérêts	1 920,270	3 289,976
TOTAL	99 970,909	84 992,868

NOTE 6: PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2008 à D : 2.989.348,152 , se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Montant	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2008	% Actif net
Billets de trésorerie	1 500 000	1 483 924,854	1 490 719,523	12,52%
TUNISIE FACTORING au 11/03/2009 à 6,1%	1 000 000	987 983,255	990 787,162	8,32%
CIL au 02/01/2009 à 6,15%	500 000	495 941,599	499 932,361	4,20%
Dépôt à vue	1 500 000	1 498 285,786	1 498 628,629	12,58%
Dépôt à vue ATB au 09/01/2009 à 5,15%	1 500 000	1 498 285,786	1 498 628,629	12,58%
TOTAL	3 000 000	2 982 210,640	2 989 348,152	25,10%

NOTE 7 : REVENUS DES PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01.10 au 31.12.2008 à D : 31.762,328 , contre D : 20.339,424 pour la même période de l'exercice précédent, et se détaille ainsi :

	Trimestre 4 2008	Trimestre 4 2007
Intérêts des billets de trésorerie	29 007,478	19 882,301
Intérêts des dépôts à vue	2 754,850	-
Intérêts des placements adossés à des BTC	-	457,123
TOTAL	31 762,328	20 339,424

NOTE 8 : OPERATEURS CREDITEURS

Cette rubrique s'élève au 31/12/2008 à D : 20.047,616 contre D : 15.986,854 au 31/12/2007 et se détaille ainsi :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Rémunération du dépositaire	2 360,000	2 360,000
Rémunération du gestionnaire	17 687,616	13 626,854
Total	20 047,616	15 986,854

NOTE 9 : AUTRES CREDITEURS DIVERS

Cette rubrique s'élève au 31/12/2008 à D : 14.743,026 contre D : 14.554,479 au 31/12/2007 et se détaille ainsi :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Honoraires du commissaire aux comptes	6 934,697	6 746,150
Autres	7 808,329	7 808,329
Total	14 743,026	14 554,479

NOTE 10 : CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS

Le solde de ce compte s'élève pour la période allant du 01/10 au 31/12/2008 à D : 18.280,840 contre D : 14.221,703 pour la période allant du 01/10 au 31/12/2007; se détaillant ainsi :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Commission de gestion de la CGI	17 687,616	13 626,854
Rémunération du dépositaire	593,224	594,849
Total	18 280,840	14 221,703

NOTE 11 : AUTRES CHARGES

Le solde de ce compte s'élève pour la période allant du 01/10 au 31/12/2008 à D : 1.785,233 contre D : 1.783,564 pour la période allant du 01/10 au 31/12/2007; se détaillant ainsi :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Honoraires commissaire aux comptes	1 759,563	1 764,384
Autres	25,670	19,180
	1 785,233	1 783,564

Note 12 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de la période allant du 01 Janvier au 31 Décembre 2008 se détaillent ainsi:

<u>Capital au 31-12-2007</u>	
Montant	8 753 946,474
Nombre de titres	88 674
Nombre d'actionnaires	199
<u>Souscriptions réalisées</u>	
Montant	16 244 277,280
Nombre de titres émis	164 549
Nombre d'actionnaires nouveaux	123
<u>Rachats effectués</u>	
Montant	(13 626 519,040)
Nombre de titres rachetés	(138 032)
Nombre d'actionnaires sortants	(110)
<u>Autres mouvements</u>	
Régularisation des sommes non distribuables, exercice en cours	(3 554,610)
Plus ou moins values réalisée sur titres	7 079,225
Variation des plus ou moins values potentielles sur titres	(1 391,927)
<u>Capital au 31-12-2008</u>	
Montant	11 373 837,402
Nombre de titres	115 191
Nombre d'actionnaires	212

**SITUATION TRIMESTRIELLE DE TUNISO EMIRATIE SICAV
ARRETEE AU 31/12/2008**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ARRETES AU 31 décembre 2008.

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration réuni le 17 janvier 2007 et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers trimestriels de la Société «TUNISO EMIRATIE SICAV» pour la période allant du premier octobre au 31 décembre 2008, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de D : 16.648.945, un actif net de D : 1.637.352 et un résultat bénéficiaire de la période de D : 147.606.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Société «TUNISO EMIRATIE SICAV» comprenant le bilan au 31 décembre 2008, ainsi que l'état de résultat, l'état de variation de l'actif net, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

1. La direction de la société est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies

significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

2. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie.

Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

3. A notre avis, les états financiers trimestriels de la Société « TUNISO EMIRATIE SICAV », annexés au présent rapport, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2008, ainsi que de la performance financière et de la variation de l'actif net pour la période close à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

**Le Commissaire aux Comptes
Fayçal DERBEL**

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2008

(Montants exprimés en dinar)

<i>ACTIF</i>	Note	31/12/2008	31/12/2007
Portefeuille-titres	4	10 062 259	3 693 780
Obligations et valeurs assimilées		9 251 696	3 692 718
Titres OPCVM		810 563	1 062
Placements monétaires et disponibilités		6 564 489	255 582
Placements monétaires	5	3 400 234	204 070
Disponibilités		3 164 255	51 512
Créances d'exploitation	6	22 197	7 021
TOTAL ACTIF		16 648 945	3 956 383
<i>PASSIF</i>			
Opérateurs créditeurs	7	1 228	772
Autres créditeurs divers	8	10 365	10 973
TOTAL PASSIF		11 593	11 745
<i>ACTIF NET</i>			
Capital	13	15 862 075	3 717 334
Sommes distribuables			
Sommes distribuables de l'exercice clos		144	-
Sommes distribuables de l'exercice en cours		775 133	227 304
ACTIF NET		16 637 352	3 944 638
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		16 648 945	3 956 383

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinar)

	<i>Note</i>	<i>Période du 01/10 au 31/12/2008</i>	<i>Période du 01/01 au 31/12/2008</i>	<i>Période du 01/10 au 31/12/2007</i>	<i>Période du 17/01 au 31/12/2007</i>
Revenus du portefeuille-titres	9	109 985	293 186	42 106	130 436
Revenus des obligations et valeurs assimilées		109 985	293 144	42 106	92 443
Revenus des titres OPCVM		-	42	-	37 993
Revenus des placements monétaires	10	40 188	114 529	9 672	19 433
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		150 173	407 715	51 778	149 869
Charges de gestion des placements	11	(317)	(1 257)	(220)	(772)
REVENU NET DES PLACEMENTS		149 856	406 458	51 558	149 097
Autres charges	12	(6 865)	(23 519)	(5 180)	(13 070)
RESULTAT D'EXPLOITATION		142 991	382 939	46 378	136 027
Régularisation du résultat d'exploitation		230 315	392 194	18 703	91 277
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		373 306	775 133	65 081	227 304
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(230 315)	(392 194)	(18 703)	(91 277)
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		4 615	10 065	(232)	24
Plus (ou moins) values réalisées sur cessions de titres		-	-	379	(33 914)
Frais de négociation		-	-	(118)	(118)
RESULTAT DE LA PERIODE		147 606	393 004	46 407	102 019

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinar)

	<i>Période du 01/10 au 31/12/2008</i>	<i>Période 01/01 au 31/12/2008</i>	<i>Période du 01/10 au 31/12/2007</i>	<i>Période du 17/01 au 31/12/2007</i>
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	147 606	393 004	46 407	102 019
Résultat d'exploitation	142 991	382 939	46 378	136 027
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	4 615	10 065	(232)	24
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	-	-	379	(33 914)
Frais de négociation	-	-	(118)	(118)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	-	(319 209)	-	-
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	5 125 688	12 618 919	417 915	2 842 619
Souscriptions				
- Capital	5 774 915	16 484 409	2 236 600	6 668 400
- Régularisation des sommes non distribuables	5 032	6 156	(40 151)	(104 604)
- Régularisation des sommes distribuables	268 633	669 539	120 750	273 216
Rachats				
- Capital	(883 939)	(4 354 682)	(1 830 100)	(3 883 100)
- Régularisation des sommes non distribuables	(679)	(1 207)	32 863	70 646
- Régularisation des sommes distribuables	(38 274)	(185 296)	(102 047)	(181 939)
VARIATION DE L'ACTIF NET	5 273 294	12 692 714	464 322	2 944 638
ACTIF NET				
En début de période	11 364 058	3 944 638	3 480 316	1 000 000
En fin de période	16 637 352	16 637 352	3 944 638	3 944 638
NOMBRE D'ACTIONS				
En début de période	111 564	37 853	33 788	10 000
En fin de période	161 368	161 368	37 853	37 853
VALEUR LIQUIDATIVE	103.102	103.102	104.209	104.209
TAUX DE RENDEMENT	1.22%	4.70%	1.17%	4.21%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Arrêtées au 31/12/2008

(Unité en Dinar tunisien)

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

TUNISO EMIRATIE SICAV est une société d'investissement à capital variable régie par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 17 Janvier 2007 à l'initiative de la « BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 8 Novembre 2006.

Elle a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe.

Ayant le statut de société d'investissement à capital variable, « TUNISO EMIRATIE SICAV » bénéficie des avantages fiscaux prévus par la loi n°95-88 du 30 octobre 1995 dont notamment l'exonération de ses bénéfices annuels de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus qu'elle encaisse au titre de ses placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2008, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états inclus dans les états financiers trimestriels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1 - Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2 - Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées

Les placements en obligations et valeurs similaires sont évalués à leur prix d'acquisition. La différence par rapport au prix de remboursement est répartie sur la période restant à courir et constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.3 - Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

3.4 - Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5 - Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

NOTE 4 : PORTEFEUILLE-TITRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2008 à D : 10.062.259 et se détaille ainsi :

	Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2008	% Actif net
Obligations des sociétés & valeurs assimilées		8 983 919	9 251 696	55.61%
Obligations		3 500 000	3 557 767	21.38%
Emprunt Sté touristique El Mouradi	3 000	300 000	304 359	1.83%
Emprunt Banque de l' Habitat	6 000	600 000	620 528	3.73%
Emprunt CIL 2008/1	5 000	500 000	508 904	3.06%
Emprunt ATL (taux fixe)	5 000	500 000	510 126	3.07%
Emprunt ATL (taux variable)	5 000	500 000	509 701	3.06%
Emprunt Attijari BANK	4 000	400 000	400 060	2.40%
Emprunt Tunisie Leasing 2008	7 000	700 000	704 089	4.23%
Bons du trésor assimilables		5 285 485	5 475 251	32.91%
BTA 10/2013	100	98 300	99 625	0.60%
BTA 05/2022	900	875 700	909 156	5.46%
BTA 02/2015	685	699 728	732 698	4.40%
BTA 07/2017	300	297 810	305 697	1.84%
BTA 05/2022	1 100	1 084 600	1 124 786	6.76%
BTA 07/2017	700	709 730	727 171	4.37%
BTA 07/2017	500	507 560	522 207	3.14%
BTA 05/2022	500	508 120	529 047	3.18%
BTA 05/2022	500	503 937	524 864	3.15%
Bons du Trésor Zéro Coupons		198 434	218 678	1.31%
BTZC 10/2016	368	198 434	218 678	1.31%
Titres OPCVM		800 348	810 563	4.87%
Actions des SICAV		800 348	810 563	4.87%
SICAV AXIS TRESORERIE	10	1 038	1 065	0.01%
SANADETT SICAV	4 250	449 021	459 209	2.76%
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	3 350	350 289	350 289	2.11%
TOTAL		9 784 267	10 062 259	60.48%

NOTE 5 : PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2008 à D : 3.400.234 et se détaille ainsi

Désignation	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2008	% Actif net
Billets de trésorerie émis par les sociétés cotées ou bénéficiant d'une notation	667 208	686 610	4.13%
BT CIL du 02/06/2008 (pour 360 jours au taux de 6,22%)	667 208	686 610	4.13%
Comptes à terme	200 000	204 015	1.23%
Placement au 07/08/2010 (au taux de 6,23%)	200 000	204 015	1.23%
Certificats de dépôt	2 495 739	2 509 609	15.08%
Certificat de dépôt BTE au 16/06/2011(au taux de 6,22%)	500 000	513 753	3.09%
Certificat de dépôt ATTIJARI BANK au 20/01/2009 (au taux de 5,17%)	997 809	997 823	6.00%
Certificat de dépôt BTE au 20/01/2009 (au taux de 4,67%)	997 930	998 033	6.00%
Total	3 362 947	3 400 234	20.44%

NOTE 6: CREANCES D'EXPLOITATION

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2008 à D : 22.197 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Intérêts intercalaires à recevoir	300	-
Intérêts des dépôts à vue à recevoir	21 897	7 021
Total	22 197	7 021

NOTE 7 : OPERATEURS CREDITEURS

Cette rubrique s'élève au 31/12/2008 à D : 1.228 contre D : 772 au 31/12/2007 et englobe exclusivement la rémunération du dépositaire.

NOTE 8 : AUTRES CREDITEURS DIVERS

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2008 à D : 10.365 contre D : 10.973 au 31/12/2007 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Honoraires du commissaire aux comptes	3 138	2 379
Redevances du CMF	1 097	416
Rémunération du PDG	1 950	6 355
Loyer	1 750	1 750
Etat, taxes et versements assimilés	129	73
Autres	2 301	-
Total	10 365	10 973

NOTE 9 : REVENUS DU PORTEFEUILLE TITRES

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 1er octobre au 31 décembre 2008 à D : 109.985 contre D : 42.106 pour la même période de l'exercice précédent et se détaille comme suit :

	<u>Trimestre 4 2008</u>	<u>Trimestre 4 2007</u>
<u>Revenus des obligations</u>		
- Intérêts	37 221	3 932
<u>Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier</u>		
- Intérêts des BTA et BTZC	72 764	38 174
TOTAL	109 985	42 106

NOTE 10 : REVENUS DES PLACEMENTS MONETAIRES

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/10/2008 au 31/12/2008 à D : 40.188 contre D : 9.672 pour la même période de l'exercice précédent et se détaille ainsi :

	Trimestre 4 2008	Trimestre 4 2007
Intérêts des billets de trésorerie	8 380	-
Intérêts des comptes à terme	2 512	2 547
Intérêts des dépôts à vue	21 992	7 125
Intérêts des certificats de dépôt	7 304	-
TOTAL	40 188	9 672

NOTE 11 : CHARGES DE GESTION DES PLACEMENTS

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 1er octobre au 31 décembre 2008 à D : 317 contre D : 220 pour la même période de l'exercice précédent et représente le montant de la rémunération du dépositaire.

NOTE 12 : AUTRES CHARGES

Les autres charges s'élèvent pour la période allant du 1er octobre au 31 décembre 2008 à D : 6.865 contre D : 5.180 pour la même période de l'exercice précédent et se détaillent comme suit :

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
Honoraires du commissaire aux comptes	754	1 104
Rémunération du CMF	3 073	1 108
Rémunération du PDG	1 584	2 006
Etat, taxes et versements assimilés	157	130
Loyer	377	832
Autres	920	-
Total	6 865	5 180

NOTE 13 : CAPITAL

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de la période allant du 01 Janvier 2008 au 31 Décembre 2008, se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2007

Montant	3 717 334
Nombre de titres	37 853
Nombre d'actionnaires	64

Souscriptions réalisées

Montant	16 484 409
Nombre de titres émis	167 858
Nombre d'actionnaires nouveaux	123

Rachats effectués

Montant	(4 354 682)
Nombre de titres rachetés	(44 343)
Nombre d'actionnaires sortants	(32)

Autres mouvements

Plus (ou moins) values potentielles sur titres	10 065
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	-
Régularisation des sommes non distribuables	4 949

Capital au 31-12-2008

Montant	15 862 075
Nombre de titres	161 368
Nombre d'actionnaires	155

SITUATION TRIMESTRIELLE PROVISOIRE DE SICAV BH PLACEMENTS**ARRETEE AU 31/12/2008****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS PROVISOIRES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2008.**

En application des dispositions de l'article 8 de la loi 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif, nous vous transmettons ci-joint notre rapport sur les états financiers provisoires de la société SICAV BH PLACEMENT arrêtés au 31 décembre 2008.

Ces états financiers qui comportent un bilan, un état de résultats, un état de variation de l'actif net et des notes aux états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à émettre un avis sur ces états financiers sur la base de notre examen limité.

Nous avons effectué notre examen limité selon la Norme Internationale d'Audit relative aux missions d'examen limité. Cette norme requiert que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un examen limité comporte essentiellement des procédures analytiques appliquées aux données financières et des entretiens avec les responsables de la SICAV et son gestionnaire. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'avons pas mis en œuvre toutes les diligences requises pour une mission de certification et de ce fait nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Compte tenu de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'éléments ou pris connaissance de faits pouvant affecter de façon significative les états financiers provisoires de SICAV BH PLACEMENT arrêtés au 31 décembre 2008, conformément au système comptable des entreprises.

Sans remettre en cause l'avis exprimé ci-dessus, nous formulons les observations suivantes :

- La société SICAV BHP détient des actions non admises à la cote de la bourse. Cette situation est contraire aux dispositions de l'article 29 de la loi 2001-83 relatives au code des organismes de placement collectif et l'article 2 du décret 2001-2278.
- La société SICAV BHP détient 2 291 actions de la société mère BH. Cette situation est contraire aux dispositions de l'article 466 du CSC qui stipule « une société par actions ne peut posséder d'actions d'une autre société par actions, si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à dix pour cent ».

Le Commissaire aux comptes :

Chiheb GHANMI - La Générale d'Audit et Conseil – G.A.C

BILAN
au 31 décembre 2008
(Unité : en 1000 TND)

		31/12/2008	31/12/2007
ACTIF	Notes		
AC 1 - Portefeuille – titres	3-1	4 124 376	4 473 192
a - Actions, Valeurs assimilées et droits rattachés		3 412 612	4 206 883
b - Obligations et Valeurs assimilées		711 764	266 309
c - Autres Valeurs		-	-
AC 2 - Placements monétaires et disponibilités		946 323	1 407 606
a - Placement monétaires		499 585	999 531
b – Disponibilités		446 737	408 075
AC 3 - Créances d'exploitation		8 992	60 813
a - Dividendes & intérêts à recevoir		-	-
b - Titres de créances échus		-	-
c - Autres créances d'exploitation		8 992	60 813
AC 4 - Autres actifs		-	
TOTAL ACTIF		5 079 690	5 941 610
PASSIF			
PA 1- Opérateurs créditeurs	4-5	6 766	7 690
PA 2 - Autres créditeurs divers	4-6	268 971	288 630
TOTAL PASSIF		275 736	296 320
ACTIF NET			
CP 1 –Capital		4 644 943	5 487 342
CP 2 - Sommes distribuables	3-3	159 011	157 949
a - Sommes distribuables des exercices antérieurs		39	11
b - Sommes distribuables de l'exercice		158 971	157 938
ACTIF NET	3-2	4 803 954	5 645 290
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		5 079 690	5 941 610

ETAT DE RESULTAT
Période allant du 1er janvier au 31 décembre 2008
(Unité = en 1000 TND)

	Notes	Période du 01/10/2008 Au 31/12/2008	Période du 01/01/2008 Au 31/12/2008	Période du 01/10/2007 Au 31/12/2007	Période du 01/01/2007 Au 31/12/2007
<u>PR 1 - Revenus du portefeuille – titres</u>	4-1	9 629	191 976	3 519	173 740
a - Dividendes			161 294	-	157 627
b - Revenus des obligations et valeurs assimilées		9 629	30 682	3 519	16 113
c - Revenus des autres valeurs		-	-		
<u>PR 2 - Revenus des placements monétaires</u>	4-2	3 765	22 168	9 828	39 173
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		13 394	214 144	13 347	212 913
<u>CH 1 - Charges de gestion des placements</u>	4-7	5 880	25 543	6 807	28 318
REVENU NET DES PLACEMENTS		7 514	188 601	6 540	184 594
<u>PR 3 - Autres produits</u>		3 463	10 406	2 900	10 111
<u>CH 2 - Autres charges</u>	4-8	5 268	22 885	5 818	23 103
RESULTAT D'EXPLOITATION		5 709	176 122	3 622	171 603
<u>PR 4 – Régularisation du résultat d'exploitation</u>		- 3 850	- 17 150	- 2 245	- 13 665
SOMMES DISTRIBUABLES DE LA PERIODE		1 859	158 971	1 377	157 938
<u>PR 4 – Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u>		3 850	17 150	2 245	13 665
* Variation des +/- valeurs potentielles sur titres		- 481 632	- 579 813	233 592	233 617
* +/- valeurs réalisées sur cession des titres		55 363	283 614	-	74 638
* Frais de négociation		- 11 229	- 15 379	-	1 763
RESULTAT NET DE LA PERIODE		- 431 789	- 135 456	237 214	478 095

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008
(Unité en 1000 TND)

	Période du 01/10/2008 Au 31/12/2008	Période du 01/01/2008 Au 31/12/2008	Période du 01/10/2007 Au 31/12/2007	Période du 01/01/2007 Au 31/12/2007
<u>AN 1 - Variation de l'Actif Net résultant des opérations d'exploitation</u>				
a - Résultat d'exploitation	5 708	176 122	3 623	171 603
b - Variation des +/- valeurs potentielles sur titres	- 481 632	- 579 813	233 592	233 617
c - +/- valeurs réalisées sur cession de titres	55 363	283 614	-	74 638
d - Frais de négociation de titres	- 11 229	- 15 379	-	1 763
<u>AN 2 - Distribution des dividendes</u>		173 345		162 137
<u>AN 3 -Transaction sur le capital</u>				
a – Souscriptions	0	4 940 175	4 800 738	16 361 837
* Capital	-	10 581 300	10 344 100	34 651 600
* Régularisation des sommes non distrib.	- 0	- 5 779 807	- 5 679 440	- 18 675 467
* Régularisations des sommes distrib.	0	138 682	136 079	385 703
* Droits d'entrée				-
b – Rachats	125 749	5 472 710	4 907 557	16 447 153
* Capital	272 000	11 720 200	10 515 600	34 460 000
* Régularisation des sommes non distrib.	- 150 103	- 6 387 887	- 5 746 368	- 18 403 099
* Régularisation des sommes distrib.	3 851	140 396	138 325	390 252
* Droits de sortie				
VARIATION DE L'ACTIF NET	- 557 539	- 841 336	130 396	230 640
<u>AN 4 - Actif Net</u>				
a - En début de période	5 361 492	5 645 290	5 514 894	5 414 650
b - En fin de période	4 803 954	4 803 954	5 645 290	5 645 290
<u>AN 5 - Nombre d'actions (ou de parts)</u>				
a - En début de période	110 956	119 625	121 340	117 709
b - En fin de période	108 236	108 236	119 625	119 625
VALEUR LIQUIDATIVE	44.384	44.384	47.192	47.192
AN 6 TAUX DE RENDEMENT				5,42%

**Notes aux états financiers provisoires
(les chiffres sont exprimés en dinars)**

1. Note sur le référentiel d'élaboration des états financiers provisoires

Les états financiers provisoires relatifs à la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux dispositions des normes comptables tunisiennes et notamment les normes comptables relatives aux OPCVM.

2. Note sur les bases de mesure et les principes comptables pertinents appliqués

Les états financiers provisoires sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2-1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuilles-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat les frais encourus à l'occasion d'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon pour les titres non admis à la cote.

Les intérêts sur les placements en obligations et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2-2 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les placements en actions et valeurs assimilées sont évaluées, en date d'arrêté, à leur valeur de marché pour les titres admis à la cote et à la juste valeur pour les titres non admis à la cote. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur du marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31/12/2008 ou à la date antérieure la plus récente.

Pour les titres admis à la cote n'ayant pas fait l'objet d'offre ou de demande pendant les dix dernières séances de bourse précédant la date du 31/12/2008, une décote de 12% est appliquée sur le cours boursier le plus récent.

2-3 Evaluation des autres placements

Les placements en obligations et valeurs similaires admis à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché à la date du 31/12/2008 ou par rapport à la date antérieure la plus récente. La différence par rapport au prix d'achat à la clôture précédente constitue, selon les cas, une plus ou moins value potentielle portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable.

Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Les placements en obligations et valeurs similaires non admis à la cote demeurent évalués à leur prix d'acquisition.

2-4 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de la valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de la période.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3- Notes sur le bilan

3-1 Note sur le Portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2008 à 4 124 376 dinars et se détaille par catégorie de titre comme suit:

Désignation Du titre	Nbre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31-12-2008	% de l'actif net	% de l'actif	% du K de l'émet
A – Actions, valeurs assimilées et droit rattachés :						
1 - Actions, valeurs assimilées et droit rattachés admis à la cote						
<u>ACTIONS</u>						
CIL	12 000	129 507,058	208 824,000	4,35%	4,11%	-
ADWYA	34 732	222 199,588	215 095,276	4,48%	4,23%	-
AMEN BANK	1 000	12 500,878	33 447,000	0,70%	0,66%	-
ARTES	16 873	166 163,710	150 777,128	3,14%	2,97%	-
ASSAD	21 934	238 387,290	230 459,784	4,24%	4,01%	-
ATB	11 018	27 105,593	58 814,084	1,22%	1,16%	-
ATTIJARI BANK	500	6 745,000	6 865,500	0,14%	0,14%	-
ATIJARI LEASING	15 491	769 795,953	201 073,180	4,19%	3,96%	-
BATAM	13 623	193 483,581	0.000	0,00%	0,00%	-
BH	2 291	60 335,077	52 931,264	1,10%	1,04%	-
BIAT	940	34 876,921	34 934,160	0,73%	0,69%	-
BNA	600	5 111,000	5 304,600	0,11%	0,10%	-
BT	200	22 874,000	22 249,600	0,46%	0,44%	-
G-LEASING	6	211,021	42,720	0,00%	0,00%	-
POULINA GPH	36 500	259 210,000	220 898,000	4,60%	4,35%	-
SFBT	24 090	262 415,669	255 209,460	5,31%	5,02%	-
SIAME	7 658	40 694,952	10 261,720	0,21%	0,20%	-
SOTETEL	3 672	246 685,866	34 964,784	0,73%	0,69%	-
SOTRAPIL	10 963	222 206,292	106 626,138	2,22%	2,10%	-
SOTUMAG	176 615	498 663,555	323 382,065	6,73%	6,37%	-
SPDIT-SICAF	56 900	252 968,031	235 167,700	4,90%	4,63%	-
STB	3 259	30 263,590	29 119,165	0,61%	0,57%	-
STEQ	1 178	12 600,800	15 881,796	0,33%	0,31%	-
TAIR NG J010708	7 800	28 860,000	20 670,000	0,43%	0,41%	-
TPR	26 647	142 178,316	125 987,016	2,62%	2,48%	-
TUNIS-AIR	10 909	26 173,090	28 963,395	0,60%	0,57%	-
UBC	4 563	92 088,697	212 302,701	4,42%	4,18%	-
Désignation Du titre	Nbre de titres	Coût d'acquisition	Valeur au 31-12-2008	% de l'actif net	% de l'actif	% du K de l'émet
A – Actions, valeurs assimilées et droit rattachés :						
1 - Actions, valeurs assimilées et droit rattachés admis à la cote :						
<u>OBLIGATIONS</u>						
AFRICA 2003	1 000	40 000,000	40 703,562	0,85%	0,80%	-
WIFAK LEASE	2 500	150 000,000	153 953,425	3,20%	3,03%	-
BH 2008	5 000	500 000,000	517 106,850	10.76%	10.18%	-
<u>DROITS</u>						
ATBDA1/10151208	11 010	5 945,400	5 394,900	0,11%	0,11%	-
ATBDS7/30151208	11 010	4 954,500	2 532,300	0,05%	0,05%	-
CIL DA 1/5301208	12 000	38 040,000	36 000,000	0,75%	0,71%	-
AMS DA 1999	7	2,394	0,770	0,00%	0,00%	-
STPIL DA 1999	10 963	4 275,570	3 946,680	0,08%	0,08%	-
TUNIS RE DA	10	0,000	0,000	0,00%	0,00%	-

2 - Actions. valeurs assimilées et droits rattachés non admis à la cote :						
BTS	50	500,000	500,000	0,01%	0,01%	-
TUNIS-RE	46 666	528 000,000	424 660,600	8,84%	8,36%	-
3- Autres valeurs						
B- Titres OPCVM :						
SICAV BHO	1 226	128 169,719	125 050,774	2,63%	2,49%	-

3-2 Opérateurs créditeurs :

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2008 à 6 766 DT et se détaille comme suit :

Désignation	31-12-2008	31-12-2007
Rémunération du gestionnaire à payer	5 586	6 510
Rémunération du dépositaire à payer	1 180	1 180
Total	6 766	7 690

3-4 Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2008 à 268 971 DT et se détaille comme suit :

Désignation	31-12-2008	31-12-2007
Jetons de présence	2 165	3 125
Actionnaires. dividendes à payer	247 717	264 680
Redevance du C.M.F à payer	408	506
Etat. retenue à la source	26	26
Honoraires du C.A.C à payer	13 391	15 029
Autres rémunérations à payer	150	150
T.C.L à payer	11	11
Autres créditeurs	5 103	5 103
Total	268 971	288 630

3-5 Notes sur les sommes distribuables

Les sommes distribuables correspondent au résultat distribuable de l'exercice et des exercices antérieurs augmentés ou diminués des régularisations correspondantes effectuées à l'occasion des opérations de souscription ou de rachat d'actions. Le solde de ce poste au 31-12-2008 se détaille ainsi :

Désignations	31.12.2008			31.12.2007
	Résultats D'exploitation	Régularisations	Sommes Distribuables	Sommes Distribuables
Ex. antérieur	39		39	11
Exercice 2008	176 122	-17 150	158 971	157 938
Total	176 161	-17 150	159 010	157 949

3-6 Note sur le capital

Les mouvements sur le capital au cours de l'exercice se détaillent ainsi :

Désignations	31-12-2008	31-12-2007
Capital au 31-12-(N-1) (en nominal)	11 962 500	11 770 900
• Frais de négociation	-1 763	-3 376
• Différence d'estimation	233 617	1 068 393
• Moins-value réalisée	74 638	240 044
• Régularisation	-6 623 702	-7 661 311
Capital au 31-12-(N-1) en V.L	5 645 290	5 414 650
• Nombre de titre	119 625	117 709
Souscriptions réalisées (en nominal)	10 581 300	34 651 600
• Montant	105 813	346 516
• Nombre de titres		
	11 720 200	34 460 000
	117 202	344 600
Rachats effectués (en nominal)		
• Montant		
• Nombre de titres		
	10 823 600	11 962 500
Capital au 31-12	-15 379	-1 763
• En nominal	-579 813	233 617
• Frais de négociation	283 614	74 638
• Différence d'estimation	-5 708 068	-6 623 702
• Moins values réalisée	4 803 954	5 645 290
• Régularisations		
• Capital en VL	108 236	119 625
• Nombre de titre	193	210
• Nombre des actionnaires		

4- Notes sur l'état de résultats**4-1- Notes sur les revenus du portefeuille-titres**

Les revenus du portefeuille titres totalisent au 31-12-2008 la somme de 191 976 dinars et se détaillent ainsi :

Revenus	31-12-2008	31-12-2007
<u>Dividendes</u>	161 294	157 627
<u>Revenus des obligations et valeurs assimilées</u>	30 682	16 113
Total	191 976	173 740

4-2- Note sur les revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2008 à 22 168 dinars et présente le montant des intérêts courus au titre de la période allant du 01-01-2008 au 31-12-2008 sur les certificats de dépôt et se détaillent ainsi :

Intérêts	31.12.2008	31.12.2007
Certificat de dépôt	22 168	39 173
Total	22 168	39 173

4-3 Charges de gestion des placements :

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2008 à 25 543 dinars et se détaille comme suit :

Désignation	31.12.2008	31.12.2007
Rémunération du gestionnaire	24 363	27 138
Rémunération du dépositaire	1 180	1 180
<u>Total</u>	25 543	28 318

4-4 Autres charges :

Le solde de ce poste s'élève au 31-12-2006 à 22 885 dinars et se détaille comme suit :

Désignation	31.12.2008	31.12.2007
Redevance C.M.F	5 414	6 031
Honoraires du Commissaire aux comptes	11 760	11 728
Jetons de présence	2 166	2 687
Rémunération du Président du Conseil	2 112	2 121
T.C.L	537	530
Autres charges	326	6
<u>Total</u>	22 885	23 103

4-5 Ratios de gestion des placements :

- **Charges de gestion des placements / actif net** soit : $25\,543 / 4\,803\,954 = 0.53 \%$
- **Autres charges / actif net** soit : $22\,885 / 4\,803\,954 = 0,48 \%$

4-6 Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

La gestion de la SICAV BH PLACEMENT est confiée à la SIFIB BH ; celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et financière de la société. En contrepartie. Le gestionnaire perçoit une rémunération de 0.45% l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La BANQUE DE L'HABITAT assure les fonctions de dépositaire pour la SICAV BH PLACEMENT. Elle est chargée à ce titre :

- de conserver les titres et les fonds de la société.
- d'encaisser le montant des souscriptions des actionnaires entrant et le règlement des rachats aux actionnaires sortant.

En contrepartie de ses services. la Banque de l'Habitat perçoit une rémunération de 1.000 DT (H.T) par an.